

Pologne: Mitterrand déchaîne l'hystérie antisoviétique



le Matin (M. Joachim)



AFP

Décembre 1981, l'union sacrée antisoviétique pour Solidarnosc défile dans les rues de Paris

Guerre froide aux couleurs de la France

31 janvier — La France a été le seul pays d'Europe à connaître une mobilisation de masse anticommuniste et antisoviétique après la prise en mains de la Pologne par l'armée. Le lendemain du coup d'Etat préventif de Jaruzelski, ce fut du délire dans la presse, particulièrement dans *le Matin* et *Libération*. Aucune rumeur n'était trop invraisemblable, aucune accusation trop scandaleuse pour leur hystérie. A la une de ces journaux : Kuron et Michnik soi-disant torturés ; 45.000 arrestations ; etc. — des "informations" avec lesquelles le reste de la presse bourgeoise mondiale ne voulait rien avoir à faire.

La petite-bourgeoisie "radicalisée" perdit littéralement la tête : au nouvel an, un jogging de 10 kilomètres pour la Pologne ; les féministes qui proposent que des poubelles soient vidées devant le siège du PCF ; des messes, des processions, des cierges "pour la Pologne", du Chopin non-stop à la radio, surtout sa "Marche funèbre" ; etc. A Paris, le 14 décembre, la manifestation de 50.000 personnes en "solidarité avec Solidarnosc" fut une véritable union sacrée qui allait des fascistes et gaullistes aux sociaux-démocrates et à la soi-disant "extrême gauche", bref toutes les forces politiques significatives à l'exception du PCF. Que la droite attaque le "communisme" au nom de la civilisation chrétienne alors que la gauche le fait au nom du socialisme cache mal le fait qu'ils sont tous dans un front commun de soutien à la contre-révolution capitaliste de Solidarnosc.

Le PS et les bureaucrates syndicaux sociaux-démocrates ont été la force motrice de cette cam-

pagne autour de la Pologne. Depuis qu'il est au pouvoir, Mitterrand rivalise d'antisoviétisme avec Reagan lui-même, soutenant avec éclat les contre-révolutionnaires afghans et polonais. Cette sainte alliance antisoviétique pourrait bien s'avérer un mélange explosif pour un gouvernement de front populaire comprenant des communistes. Les événements polonais pourraient conduire à une rupture profonde et à des remous politiques de grande envergure dans la gauche et le mouvement ouvrier. Déjà, Bergeron croit que le climat anticommuniste est suffisamment tendu pour se lancer, avec son rapport sur "l'infiltration des communistes dans l'appareil d'Etat", dans une répugnante et dangereuse "chasse aux sorcières" rappelant étrangement la période où le même larbin de la bourgeoisie scissionnait le mouvement syndical français avec l'argent de la CIA !

En l'absence de résistance massive en Pologne, l'onde de choc s'est un peu atténuée ; mais Mitterrand a fait clairement comprendre que sa campagne antisoviétique n'était pas une simple histoire conjoncturelle en proclamant dans son "message du nouvel an à la nation" que "tout ce qui permet de sortir de Yalta est bon", et en intervenant dans le "show Reagan" du 31 janvier pour déclarer :

"Le peuple polonais sait enfin qu'il subit encore les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale, et qu'il n'y échappera que le jour où auront disparu et la coupure de l'Europe en deux blocs et le système qui l'opprime."

La signature de l'accord franco-soviétique sur le gaz sibérien a fourni une nouvelle occasion pour une mobilisation antisoviétique. Chirac s'interrogea :

"Franchement, comment ne pas s'insurger contre un tel comportement ?" Et d'appeler à l'éviction des ministres PCF du gouvernement. Bergeron proclama théâtralement que "le voile de l'oubli est en train de retomber sur la Pologne" et Maire brandit le spectre de la "dépendance vis-à-vis de l'URSS". En réalité, Mitterrand (l'"homme de l'année" du journal de la haute finance britannique, le *Financial Times*) peut difficilement être accusé de poursuivre une politique préjudiciable aux intérêts de l'impérialisme occidental. *Le Monde* rapporte que même avant le sommet d'Ottawa en juillet dernier :

"(...) le gouvernement français avait décidé pour sa part de réviser les contrats commerciaux en négociation avec l'URSS dans le but d'empêcher l'exportation de toute technologie sensible. Dès cette époque, environ un tiers des exportations considérées ont été frappées d'embargo."

"Il semble — selon un haut fonctionnaire américain qui ne veut pas être cité — que la construction du gazoduc soviétique vers l'Europe ne tombe pas directement sous les coups des interdictions du Cocom [Comité de coordination pour le contrôle des exportations vers les pays communistes, créé par l'OTAN en pleine guerre froide]."

— *Le Monde*, 23 janvier

Pas plus que son concurrent économique US dont les sanctions contre l'URSS auront un effet négligeable sur les économies tant américaine que russe, l'impérialisme français n'est actuellement disposé, pour être d'une totale conséquence apparente avec sa campagne antisoviétique, à réviser ses plans économiques. Au contraire, le front populaire au pouvoir



Le PCE se disloque... 6



Les ouvriers italiens refusent la grève pour Solidarnosc... 4

poursuit sa politique de rationalisation du capitalisme français, qui se traduit pour la classe ouvrière par une austérité accrue que le battage sur les 39 heures peut difficilement faire oublier. Le "palier" des 2 millions de chômeurs est largement franchi, tandis que l'inflation continue de galoper. Le prix que les travailleurs vont avoir à payer pour les nationalisations social-démocrates (qui visent à "reconquérir le marché intérieur" et à rivaliser avec les géants américains, allemands ou japonais) est encore supérieur de quelques (!) milliards. Soit près de 50 milliards à verser aux propriétaires capitalistes ! Pour mener à bien une telle politique anti-ouvrière de défense du capitalisme français, la "paix sociale" est absolument indispensable à Mitterrand. Et il espère bien l'avoir achetée en offrant en juin dernier quelques ministères au PCF, qui a rempli son "contrat" en particulier en octobre en brisant les grèves de Renault et de la SNCF (Cf. "Les grèves mettent fin à l'état de grâce", *Le Bolchévik* n° 29, novembre-décembre 1981).

Les eurostaliniens au pied du mur

La présence des quatre ministres PCF au gouvernement est aussi pour Mitterrand un moyen de pression sur les eurostaliniens. Marchais a déjà dû fournir une déclaration qui acceptait la politique de guerre froide sur l'Afghanistan, la Pologne et les euromissiles (y compris bien sûr les SS-20 soviétiques). Quand Jaruzelski déclara l'état de guerre en Pologne, le PCF crut pouvoir manger à deux rateliers à la fois, et il déclara, dans la ligne de la bureaucratie polonaise, que la répression de Solidarnosc était une affaire strictement intérieure à la Pologne, tandis que les ministres PCF soutenaient publiquement la déclaration anticommuniste de Mitterrand.

Mais sous le tir soutenu du PS, les bureaucrates du PC ont dû faire pas mal d'acrobaties. Séguy a exigé la libération de tous les syndicalistes "authentiques" de Solidarnosc emprisonnés par le régime militaire. Marchais a écrit une lettre à Jaruzelski lui demandant de mettre rapidement fin à la loi martiale et sous-entendant que le PCF ne soutiendrait pas une intervention soviétique. Mais cela ne mit pas fin à la campagne de pression des sociaux-démocrates (repris par les eurocommunistes dans le parti et l'appareil de la CGT). Les dirigeants du PCF ont eu alors recours à une autre pirouette. Fin décembre, Krasucki, le futur n° 1 de la CGT, a publié une lettre ouverte au PS pour faire cesser la campagne de Mit-

terrand, lettre qui n'était qu'une renégociation cynique du marché de juin 1981 : ne nous ennuyez pas avec la Pologne et nous vous laisserons tranquilles dans les usines.

Le 30 décembre, Marchais déclara que Solidarnosc avait tenté de prendre le pouvoir et qu'il avait fallu l'écraser. (Les staliniens avaient auparavant tenté de passer cela sous silence — après tout lors de sa visite à Paris en octobre dernier, Walesa avait rencontré les dirigeants de la CGT.) Les dirigeants du PCF surveillent évidemment de très près la désintégration des eurocommunistes espagnols. Dans sa position de faiblesse actuelle, si le PCF adoptait la ligne du PS sur la Pologne, il courrait le risque d'être complètement bouffé par Mitterrand et Cie. Mais la défense réticente du contre-coup de Jaruzelski par les eurostaliniens n'a rien à voir avec une authentique défense communiste des Etats ouvriers déformés et dégénéré contre la contre-révolution capitaliste. Il faut pour cela balayer les bureaucrates staliniens qui ont hypothéqué la Pologne auprès des banquiers impérialistes et qui en France (et ailleurs) sabotent tous les combats des ouvriers pour la révolution.

François Mauriac, ce catholique réactionnaire, avait eu pour décrire le front populaire de Guy Mollet cette remarque approuvée qui s'applique aujourd'hui au rôle joué par les ministres PCF :

"Qu'est-ce qu'un ministre socialiste ? Aujourd'hui nous le savons : c'est un ministre qui exécute les sales besognes que le pays ne tolérerait pas d'un ministre de droite."

— *L'Express*, 5 avril 1956

La vague de grèves significative d'octobre dernier a été efficacement brisée par les bureaucrates syndicaux désireux d'assurer une paix sociale nécessaire à la "reconquête du marché intérieur". Charles Fiterman a le mois dernier exécuté une petite, mais significative, "sale besogne" à la Rochette Cenpa, une petite papeterie menacée de fermeture ; le gouvernement a acheté tout le stock et envoyé Fiterman pour expliquer à la population dans l'attente qu'on ne licencierait que (!) la moitié des ouvriers. La télévision n'a pu s'empêcher de remarquer la gêne de Fiterman devant la réaction de la foule en entendant ces "bonnes nouvelles".

Les bureaucrates staliniens voudraient bien convaincre la classe ouvrière qu'il est dans son intérêt de défendre "son" économie capitaliste contre la concurrence étrangère :

"Dans ce contexte difficile, Renault, groupe de taille multinationale, s'est également heurté à une concurrence exacerbée. Les Nippons, qui n'ont guère perdu de leur 'agressivité', lui ont ainsi damé le pion sur les marchés africains, tout en poursuivant leur progression en Europe (...)." — *L'Humanité*, 23 janvier

Mais les capitalistes sont les seuls à gagner quelque chose à ces campagnes pour "produire français". Les ouvriers français ne tireront aucun bénéfice du protectionnisme et du nationalisme économique qui les dressent contre leurs frères de classe des autres pays. Comme nous l'avons dit dans notre numéro de novembre 1981 : "La lutte pour les besoins les plus élémentaires de la classe ouvrière nécessite de rompre avec le parlementarisme et le front populaire et de se battre pour un gouvernement ouvrier".

Les faucons de la guerre froide pleurent pour Solidarnosc

Depuis le déclenchement de la première guerre froide, l'impérialisme occidental aspire avec constance à reconquérir la sphère d'influence soviétique (les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés de l'est de l'Europe) reconnue diplomatiquement par les accords de Yalta en 1945. Aujourd'hui, Mitterrand et tous les autres politiciens de l'OTAN parlent ouvertement de répudier Yalta. La Pologne est la clef. Les cercles influents de l'OTAN ont vu dans Solidarnosc, pro-occidental et anticommuniste, une chance historique — la meilleure, disent-ils, depuis la Deuxième Guerre mondiale — de refouler le pouvoir soviétique jusqu'à la frontière russe, en attendant de pouvoir aller plus loin. Reagan tablait sur une intervention soviétique pour relancer l'hystérie antisoviétique ; de son côté, Mitterrand s'est fait le fer de lance idéologique de la contre-révolution "démocratique et socialiste" dans le bloc soviétique. Il a non seulement cherché à créer une mobilisation de masse en faveur de Solidarnosc, mais il a joué les sergents recruteurs pour Reagan en essayant de rallier ses "camarades" sociaux-démocrates allemands hostiles à la politique ouvertement belliciste du chef de l'impérialisme US. La réaction du chancelier Schmidt, alors en visite chez le dirigeant est-allemand Erich Honecker, fut en effet de regretter que la loi martiale soit devenue "nécessaire" en Pologne. Et la première déclaration de la Deuxième Internationale sur la Pologne, due à Willy Brandt, le dirigeant du parti allemand, refusait

Suite page 8

21 décembre: Pas de grève pour le pape, l'OTAN et Mitterrand!

Les sociaux-démocrates voient dans la campagne autour de la Pologne une occasion fantastique de casser les reins du PCF et ils mettent toute la pression sur Marchais et ses lieutenants avec pour l'instant des résultats mitigés. Ainsi donc, un cartel anticommuniste de syndicats qui comprend la CFDT (dont le mot d'ordre d'"autogestion" n'est qu'un moyen de faire passer l'austérité de Mitterrand), Force Ouvrière (créature "socialiste" de la CIA pendant la guerre froide) et la très catholique CFTC, a appelé à une grève d'une heure le 21 décembre en soutien à Solidarité. Leur but était clair : attirer la base de la CGT dans leur camp de guerre froide. C'était bien la première fois que *le Figaro* soutenait une grève ! Grève payée d'ailleurs pour les employés de la fonction publique ainsi que dans certaines entreprises privées.

Mais malgré le soutien empressé de l'Etat, de la presse et des patrons, cette grève réactionnaire n'a pas atteint son but. Elle n'a pas été suivie par plus de 5% des travailleurs et s'est surtout cantonnée aux employés, aux banques, aux enseignants, etc. C'est évidemment dans les très catholiques Bretagne et

Alsace qu'elle a eu le plus de succès. Par contre dans les bastions industriels de la CGT, comme les usines Renault, la grève n'a pas marché du tout. Ce n'est pas grâce aux dirigeants du PCF et de la CGT qui se sont contentés de gémir sur les manoeuvres réactionnaires pour chasser le PCF du gouvernement et qui ont peu fait pour mobiliser leur base contre cette grève de soutien à la contre-révolution. Tandis que les bureaucrates eurostaliniens de la CGT cherchaient à "calmer les choses" et que l'"extrême gauche" soutenait avec enthousiasme cette grève pour la contre-révolution, nous avons distribué le tract ci-après à Renault-Cléon, et dans plusieurs centres PTT à Paris (où il fut bien reçu par les militants de la CGT). Obéissant à une impulsion viscérale qui les pousse à défendre l'Union soviétique contre les impérialistes, la plupart des militants du PCF et de la CGT ont refusé cette grève.

Les manifestations actuelles en faveur de Solidarnosc ont été l'occasion d'une "union sacrée" allant des fascistes, royalistes et gaullistes jusqu'aux sociaux-démocrates et à l'extrême gauche stalino-phobe comme l'OCI et la LCR. La grève appelée par plusieurs syndicats pour le lundi 21 décembre est une grève réactionnaire, organisée sous la bannière de la guerre froide. Tant que les ministres "communistes" affirment leur solidarité avec le gouvernement pro-OTAN de Mitterrand, la position "abstentionniste" du PCF et de la CGT n'est en effet qu'un refus de s'opposer à cette mobilisation pro-impérialiste. Il faut faire comme les ouvriers italiens, qui ont refusé de suivre les consignes de grève lancées par les sociaux-démocrates et eurocommunistes. Ne faites pas cette grève ! Organisez les ouvriers pour la casser !

Une tentative de prise de pouvoir contre-révolutionnaire a été contrée en Pologne avec la proclamation de l'"état de guerre". La direction cléricale-nationaliste de Solidarnosc avait annoncé qu'elle était en train d'organiser un referendum national pour former un gouvernement anticommuniste

et rompre l'alliance militaire avec l'URSS face à l'impérialisme. Solidarnosc s'apprêtait à renverser non seulement le régime stalinien corrompu et discrédité, mais les acquis sociaux hérités de la Révolution bolchévique — l'économie planifiée et collectivisée. A l'encontre de tous les instincts de la bureaucratie en place (toujours à la recherche d'arrangements avec l'impérialisme), les staliniens polonais ont été obligés de prendre des mesures pour défendre ces acquis historiques.

La conquête du pouvoir par Solidarnosc signifierait une victoire pour Wall Street, le FMI, les dictateurs sanguinaires d'Amérique latine et les racistes d'Afrique du Sud. La création d'une Pologne "libre" à la frontière occidentale de l'URSS rapprocherait de beaucoup la terrifiante éventualité d'un holocauste nucléaire antisoviétique. L'impérialisme US cherche à provoquer un bain de sang en Pologne pour chauffer à blanc sa campagne belliciste antisoviétique. Les ouvriers polonais doivent savoir que les grèves — et à plus forte raison une "grève générale" — ou autres actes défiant la loi martiale ne feraient que servir les intérêts des aventuriers réactionnaires. La violence généralisée ne mènerait qu'à imposer de nouveau un Etat policier stalinien qui écraserait le mouvement ouvrier pour de longues années, ou bien à la victoire de la contre-révolution capitaliste. Les trotskystes cherchent avant tout à maintenir une situation relativement ouverte afin qu'un processus de cristallisation puisse à nouveau se produire pour forger une avant-garde prolétarienne et internationaliste. Les ouvriers polonais doivent être gagnés au programme de défense de l'Etat ouvrier contre le type de mobilisation cléricale-nationaliste qui a conduit la Pologne au bord de la contre-révolution, et se battre pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne.

— Cassez la grève pro-impérialiste !
— Briser les minutes de silence avec le mot d'ordre "Défense militaire de l'URSS !"

Le 20 décembre 1981
Ligue trotskyste de France

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France,
section de la tendance spartaciste internationale,
pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimbault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.

REALISATION: Blandine Hauser

DIFFUSION: Muriel Mercier

DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Pour toute correspondance :

- Paris : Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10
(Téléphone : 208.01.49)

- Rouen : M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Walesa chez Maxim's

Le magazine américain *Time* a choisi comme "homme de l'année" Lech Walesa, "le courageux électricien de Gdansk" qui "a pris la tête d'une croisade pour la liberté". Outre un assez long portrait (où l'on apprend que durant ses fréquents voyages à Varsovie en voiture, Walesa passe son temps à "écouter du rock sur Radio Free Europe") et l'historique de Solidarnosc, le numéro spécial de fin d'année de *Time* tentait de tirer tout ce qu'il pouvait de l'épreuve de force en Pologne avec un article de neuf pages sur le "danger communiste". Cet article était un exemple classique de l'habituelle propagande de guerre froide: alors qu'on montait en épingle les neufs grévistes tués par l'armée polonaise, il n'y avait dans tout ce numéro pas un mot ni une photo sur le Salvador, où la junte soutenue par les USA a assassiné plus de 20.000 personnes en 1981.

Mais le plus intéressant est ce qu'il y a derrière l'histoire de "l'homme de l'année". Une lettre de la rédaction précise que ces articles sont basés sur "plusieurs rencontres entre Walesa et *Time* cette année, y compris un petit déjeuner de travail avec les reporters de *Time* en octobre 1981, à l'aéroport Charles de Gaulle, près de Paris". C'est la première fois qu'il est fait mention de ce tête-à-tête dans la presse américaine, et il y a plus à en dire que ce que raconte *Time*. L'"homme du commun" de Gdansk y rencontra, à ce qu'il semble, quelques amis de l'Ouest hors du commun. Outre le rédacteur en chef de *Time* Henry Grunwald, il y avait pour rencontrer Walesa, au cours de ce petit déjeuner du 18 octobre dernier dans un restaurant chic de l'aéroport, un groupe de PDG de grandes entreprises américaines.

Pendant deux mois rien ne transpara de cette réunion secrète entre le leader de Solidarnosc et quelques-uns des plus importants capitalistes occidentaux. C'est seulement après l'épreuve de force qui court-circuita la tentative de prise de pouvoir contre-révolutionnaire de Solidarnosc qu'on en parla. Le 16 décembre, *le Canard enchaîné* en publia un récit intitulé "Clins d'oeil américains" qui rapportait les précautions prises pour que la rencontre restât secrète:

"Le matin, de bonne heure, leur autocar prend l'autoroute du Nord mais, à peine sorti de Paris, il s'engage sur la bretelle qui mène à l'aéroport de Roissy. Arrivés à destination, les syndicalistes polonais gagnent un restaurant de l'aéroport, le Maxim's, alors désert. Il est 8 h 30. Devant le restaurant, un cordon de CRS. A l'intérieur, devant des tables préparées

pour le petit déjeuner, une vingtaine d'Américains accueillent Walesa et ses camarades.

Motus et discrétion

"Ces hommes d'affaires sont arrivés deux heures plus tôt, par avion spécial. (...)

"Il y a là du beau linge — et très cher. Philip Caldwell, président de Ford, Robert Tirby, président de Westinghouse, David Lewis, idem de General Dynamics, Henry Heinz, qui représente le groupe agro-alimentaire du même nom, et Thomas Watson, un pont de l'IBM. Plus une huile de la TWA et quelques seigneurs d'à peine moindre importance, directeurs de banque et de compagnie d'assurance. (...)

"Tout ce monde pour Lech Walesa, considéré comme un véritable chef de gouvernement parallèle. Les présentations sont rapides et la discussion commence. Un système de traduction simultanée est en place, preuve que, du côté américain en tout cas, l'entrevue n'a pas été totalement improvisée."

— *le Canard enchaîné*, le 16 décembre 81

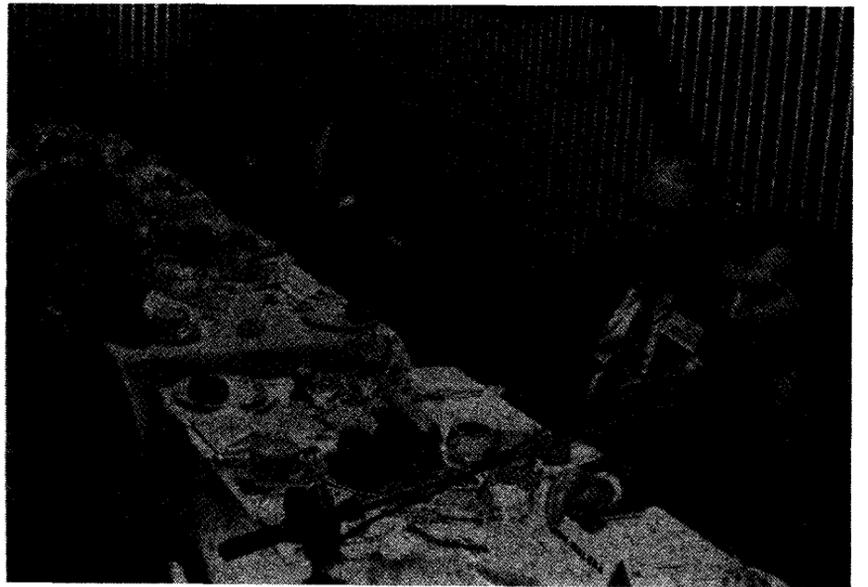
Parmi les questions posées par ces gens réalistes, capitaines d'industrie et de la haute finance: "Etes-vous prêts à renoncer à vos samedis libres?" "Les ouvriers polonais savent-ils travailler et y sont-ils prêts?" "Est-ce la fin de l'idéologie marxiste-léniniste en Pologne?" "Souhaitez-vous que le parti communiste reste au pouvoir?" "Serez-vous capables, si votre gouvernement vous écoute, de contrôler le mouvement revendicatif?"

Pendant la visite de Walesa à Paris, la Ligue trotskyste de France manifesta contre Solidarnosc, "syndicat" qui roule pour les banquiers occidentaux (Cf. *le Bolchévique* n° 29, novembre-décembre 1981). Quand un journaliste du *Bolchévique* demanda à Walesa, au cours d'une conférence de presse, des explications sur l'appel de Solidarnosc au Fonds monétaire international pour qu'il prenne en charge l'économie polonaise, *le Monde* s'indigna de ce que "quelques-uns de nos confrères semblaient acharnés à lui faire avouer un penchant secret pour le capitalisme". On

sait maintenant qu'au moment où *le Monde* accusait les trotskystes de mettre scandaleusement en cause l'image de "simple syndicaliste" que se donnait Walesa, ce dernier participait en grand secret à des conversations avec des capitalistes américains pour leur offrir de meilleures conditions que le régime stalinien discrédité!

Les trotskystes n'avaient pas besoin de ces révélations spectaculaires pour savoir à quoi s'en tenir sur le petit "combattant de la liberté" du pape. Déjà, à l'époque du premier congrès de Solidarnosc en septembre dernier, quand cette organisation reprenait les thèmes de la propagande de guerre froide (des "élections libres" aux "syndicats libres"), invitait des "syndicalistes libres" d'aussi bon aloi qu'Irving Brown — depuis longtemps agent notoire de la CIA —, et ouvrait un "bureau d'information" aux Etats-Unis dans les locaux de l'UFT, syndicat enseignant dirigé par le "socialiste de département d'Etat" Albert Shanker, nous lancions cette mise en garde: "Halte à la contre-révolution de Solidarité!" Pour une analyse marxiste de la carrière contre-révolutionnaire de Walesa, lisez la collection complète des articles sur la Pologne du *Bolchévique* et de *Spartacist*.

18 octobre 1981 chez Maxim's à Roissy, Walesa au milieu de ses amis PDG américains



La prochaine étape pour l'« extrême gauche » : des brigades Pilsudski?

Quand l'union sacrée descendit dans la rue à Paris le 14 décembre pour soutenir Solidarnosc, les pseudo-trotskystes se retrouvèrent dans la même manifestation et en fait même au coude à coude avec les gaullistes et les fascistes. Quand la droite cria "Communistes assassins", les prétentions révolutionnaires de l'"extrême gauche" se trouvèrent bien trop clairement démasquées. Elle apaisa donc sa conscience à peu de frais en excluant de la manifestation le cortège gaulliste. Ce geste dérisoire était non seulement inutile (les gaullistes empruntèrent simplement une rue parallèle), mais il ne pouvait cacher l'existence d'un bloc pourri antisoviétique. Portés par la vague anticommuniste, les vestiges dégénérés du "gauchisme" se sont lancés dans toute une série de provocations allant de sit-ins au consulat de Pologne à Lyon, au plastiquage de Lada à Perpignan en passant par l'occupation d'un bateau polonais à Rouen.

Le Parti communiste internationaliste (PCI, anciennement OCI) n'a pas été très contrarié par son bloc avec la bourgeoisie au nom de la contre-révolution. Lorsque sur une fac parisienne un jeune bureaucrate de l'UNEF-ID lut la liste des organisations présentes à la manifestation du 14 décembre, il cita l'UNI sans tiquer. L'alibi habituel des lambertistes pour ne pas défendre l'URSS c'est que les capitalistes et les staliens ont formé une Sainte Alliance contre la classe ouvrière à Yalta en 1945. Ils n'ont pas eu peur d'affirmer aujourd'hui que Washington, le Vatican et Moscou sont tous alliés contre Solidarnosc. Comme si Reagan n'avait pas pris des sanctions contre l'URSS, que Wojtyla n'avait pas réclamé la libération de Walesa et que le *Wall Street Journal* n'avait pas soutenu Solidarnosc. Le PCI nie simplement la réalité pour justifier sa trahison.

Quant à la Ligue communiste révolutionnaire, section française du Secrétariat unifié, à force d'essayer de se faire passer pour les militants les plus combattifs du front populaire de Mitterrand, ils sont allés si loin qu'ils n'ont plus grand chose à voir avec le trotskysme. La LCR a osé comparer la Pologne au Chili et accuser Jaruzelski d'utiliser des méthodes qui ne sont en aucune manière préférables à celles de Pinochet! Elle a été jusqu'à reprocher au gouvernement français d'avoir recours au "sacro-saint principe de la non-ingérence": "La non-ingérence dont parle aujourd'hui Mauroy conduit nécessairement à la capitulation, voire à la complicité. Les militants socialistes en ont fait l'amère expérience en 1936, lorsque le gouvernement de Léon Blum refusa de s'engager aux côtés des masses espagnoles face au soulèvement franquiste (...)" (*Rouge*, n° 995, 18-23 décembre 1981)

Quel scandale! La LCR pseudo-trotskyste attaque le gouvernement français impérialiste pour sa non-ingérence dans un Etat ouvrier déformé et compare le stalinisme au fascisme. Pinochet égale Jaruzelski, Espagne égale Pologne: pas une once de critère de classe dans ces scandaleuses comparaisons. Au contraire, la LCR, en plein processus de social-démocratisation, adopte les critères de la démocratie bourgeoise. Et apparemment les manifestations ne suffisent pas pour défendre Solidarnosc. Que veut la LCR? Que Mitterrand menace de bombarder Moscou avec les 6 sous-marins nucléaires pour libérer Walesa? L'hystérie de guerre froide attisée par les sociaux-démocrates a fait abandonner à la LCR tout semblant de défense de l'URSS — qui a toujours été la caractéristique du trotskysme même dans les périodes les plus noires qui ont suivi l'assassinat

de Trotsky par Staline ou lorsque le dictateur du Kremlin ouvrait la voie à l'invasion nazie.

La LCR essaie aussi de faire gober que les impérialistes sont hostiles à Solidarnosc. En plus, ils ont fait un nouvel emprunt à l'arsenal lambertiste et vitupèrent aussi maintenant contre les accords de Yalta qui sont censés avoir uni pour toujours impérialistes et staliens dans un partage du monde. En fait la LCR ne fait que suivre Mitterrand qui a déclaré dans ses vœux du 1er janvier: "Tout ce qui permet de sortir de Yalta est bon." En fait, les accords de Yalta ont été remis en cause très rapidement sous l'impact de la guerre froide. Quand les sociaux-démocrates (et les fascistes) parlent de "sortir de Yalta", ils veulent dire qu'il faut restaurer le capitalisme en Europe de l'Est. Bien sûr lorsque les staliens parlent de Yalta, ils veulent dire détente avec l'impérialisme, et en échange ils décapitent les révolutions prolétariennes en Europe de l'Ouest.

Contrairement à ce que pensent la LCR et le PCI, il existe bien une sainte alliance mais elle est dirigée contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique... et ils en font partie. Les puissants amis occidentaux de Solidarnosc qui sont à l'Elysée, à la Maison Blanche et au Vatican sont unis dans un désir commun de restaurer le capitalisme dans le bloc soviétique. Le devoir des vrais marxistes est de défendre les acquis historiques de la classe ouvrière mondiale, hérités de la Révolution d'Octobre 1917, contre la contre-révolution de Solidarnosc: Les ouvriers français doivent perdre leurs illusions dans les directions réformistes, tant staliennes que social-démocrates. Il y a une chose qui est la même à l'Est comme à l'Ouest: la construction de partis trotskystes, dans la lutte pour reforge la Quatrième Internationale, y est tout aussi cruciale!

Les ouvriers italiens renâclent devant la trahison eurocommuniste

« Nous ne ferons pas grève pour la madone de Czestochowa! »



Octobre 1980, les grévistes de la FIAT accrochent un portrait de Marx, pas du pape

Milan, 31 décembre 1981 — Le coup d'Etat préventif du régime de Varsovie pour stopper les préparatifs contre-révolutionnaires de Solidarnosc a conduit le Parti communiste italien (PCI) au bord du déchirement et peut-être même de la scission. Les dirigeants du PCI ont aussitôt condamné l'épreuve de force en Pologne, et Enrico Berlinguer, le chef du parti, a déclaré sans ambages à la télévision nationale: "Cette phase de développement du socialisme, qui commence avec la Révolution d'Octobre, a épuisé sa force motrice."

Mais à la base, dans les usines, les ouvriers italiens ont, dans leur grande majorité, refusé de suivre l'appel aux grèves et manifestations de "solidarité avec Solidarnosc" lancé par les eurocommunistes. Un ouvrier de Bologne exprimait l'opinion de beaucoup d'autres en répondant aux organisateurs du syndicat: "Je ne fais pas grève pour la Vierge de Czestochowa."

Pour la direction du parti communiste, ce qui est en jeu, c'est une ultime rupture avec Moscou, la traversée du Rubicon dans le processus de social-démocratisation, plus ou moins avancé chez les partis staliniens d'Europe occidentale. Réformistes depuis longtemps, les eurocommunistes cherchent à se faire une place dans l'Etat capitaliste en jurant une loyauté sans partage à leur "propre" bourgeoisie. Au

cours d'une conférence de presse télévisée, Berlinguer prononça le 15 décembre dernier son verdict sur le "socialisme réel/existant" du bloc socialiste:

"Il faut donc prendre acte du fait que, même cette phase de développement du socialisme, qui commence avec la Révolution d'Octobre, a épuisé sa force motrice, de la même manière que s'est éteinte la phase qui vit la naissance et le développement des partis socialistes et des mouvements syndicaux nés autour de la Deuxième Internationale."

— *Le Monde*, 31 décembre 1981

Le dirigeant du PCI prit également la peine d'approuver la déclaration du pape Wojtyla sur l'Europe de l'Est et d'expliquer qu'"aujourd'hui on ne doit pas soulever la question de la sortie de l'Italie de l'alliance atlantique [OTAN]".

Pour le cas où il y aurait eu une quelconque ambiguïté quant à ses intentions, Berlinguer prononça le 17 décembre un discours très dur contre la loi martiale en Pologne devant le "parlement" du Marché commun à Strasbourg, discours qui lui valut les applaudissements des hommes d'Etat bourgeois et sociaux-démocrates présents. S'adressant aux journalistes, il compara la période actuelle à celle de l'effondrement de la Deuxième Internationale et de la naissance de l'Internationale communiste, expliquant que la "troisième voie" du PCI signifiait construire le socialisme "en respectant les valeurs et les règles de la démocratie" (*L'Unità*, 18 décembre 1981). Il eut ce jour-là un entretien de quatre heures avec Willy Brandt, secrétaire du SPD allemand et de la Deuxième Internationale social-démocrate, sur les perspectives d'une "euro-gauche". Et le 18 décembre, Berlinguer rencontra le secrétaire du PC espagnol Santiago Carrillo pour préparer une offensive euro-communiste commune.

Rébellion dans les usines

Cette campagne se propagea rapidement dans l'appareil du PCI. On fit état de dissensions dans les réunions du parti, mais dans les usines l'opposition à Berlinguer fut massive. Quand les trois fédérations syndicales appelèrent à une grève d'une heure en "solidarité avec Solidarnosc", ce fut un échec d'un bout à l'autre du pays. A Gênes, le secrétaire du puissant syndicat des dockers, dirigé par le PCI, admit: "Il y a eu une résistance massive quand nous avons distribué le tract avec la ligne du parti sur la Pologne" (*L'Espresso*, 27 décembre 1981). A Turin, dans les ateliers Mirafiori de la FIAT, où le PCI et les directions syndicales avaient saboté une grève dure fin 1981, les ouvriers firent remarquer qu'il était étrange qu'"un syndicat qui voici neuf mois ne

pouvait se mettre d'accord sur rien au niveau interne se décide tout d'un coup à se mobiliser pour la Pologne". A Milan, un dirigeant local du parti admit que ce n'étaient pas seulement les staliniens durs mais aussi "les autres qui ne veulent pas manifester avec [le dirigeant démocrate-chrétien] Piccoli". A Milan et Turin, quelques centaines d'ouvriers seulement descendirent dans la rue pour les manifestations sur la Pologne appelées par les syndicats.

Un article du quotidien d'"extrême gauche" *Il Manifesto* (18 décembre 1981) relata la situation à Bologne sous le titre: "Walesa est un provocateur, nous ne faisons pas grève pour la Vierge noire". Atmosphère difficile dans les usines." L'article notait qu'il y avait une véritable "mobilisation contre Solidarnosc dans les usines et dans les sections [du PCI] elles-mêmes":

"Quelques sections communistes refusèrent de distribuer le document de la direction nationale. Quelques responsables, ouvriers à la SIP, expliquèrent: 'Nous ne participerons pas à la grève, alors évidemment ne nous demandez pas de l'organiser.' A l'usine sidérurgique GD, un bastion 'historique' de la FLM [Fédération des ouvriers de la métallurgie] de Bologne, deux ateliers majoritairement communistes, après avoir lu une déclaration en faveur de Solidarnosc publiée dans l'ordre du jour du conseil d'entreprise, prirent leur plume et écrivirent un contre-document. Ils le firent circuler dans l'usine et commencèrent à recueillir des signatures. A Wraptic, une autre usine sidérurgique, une longue discussion se termina par la décision de rester dans l'usine. 'Nous ne ferons pas grève pour Walesa', annoncèrent-ils. On pourrait multiplier les exemples."

A l'usine Weber de Bologne, un groupe d'ouvriers traversa un piquet de grève constitué de délégués syndicaux. Les grévistes comme les non-grévistes étaient pour la plupart membres du PCI.

Le 17 décembre, durant une manifestation d'ouvriers métallurgistes sur le parvis de la cathédrale de Milan, des grévistes s'en prirent à grands cris à un étudiant qui parlait pour Solidarnosc: "On parle trop de Varsovie. Parle du chômage en Italie." Les dirigeants du parti communiste ont essayé d'expliquer que cette opposition interne reflétait l'esprit de clocher italien. Il ne fait aucun doute que c'en est un élément, mais il y a aussi une bonne et saine dose d'anticléricalisme. La colère des travailleurs a en général pour cible l'incapacité de leurs dirigeants à faire quoi que ce soit contre l'inflation et les licenciements massifs qui sévissent en Italie même. Et il y a aussi une méfiance générale vis-à-vis de Walesa et Cie. On cite cet ouvrier qui déclarait à propos de Solidarnosc: "Certains de leurs choix semblent appeler un retour au capitalisme." A Bologne, ceux qu'on appelle les *kabulisti* (les membres du PCI qui ont soutenu l'intervention soviétique contre la réaction islamique appuyée par la CIA en Afghanistan) soutenaient dans des conseils d'entreprise que "Solidarnosc est né il y a un an et il essaie déjà de renverser le pouvoir socialiste!"

La ligne de Berlinguer n'a jusqu'à présent rencontré qu'assez peu d'opposition aiguë à l'intérieur de la hiérarchie du parti. Mais les bureaucrates du PCI n'ont pas pu ignorer la réaction négative de leur base, réaction à laquelle ils ne s'attendaient apparemment pas. Le journal du parti, *L'Unità*, a consacré plusieurs articles à polémiquer contre la base. A Turin, l'appareil s'est mobilisé contre les *kabulisti* (ou "Afghans") de la section 39, qui appelaient à liquider les activités contre-révolutionnaires de Solidarnosc. Le secrétaire de section "afghan" dénonçait la "raccaille anticommuniste, depuis les fascistes du MSI, les démocrates-chrétiens et les socialistes de la soi-disant gauche, ceux d'*Il Manifesto* et de *Lotta continua*" qui soutiennent tous Walesa. Ce discours aurait provoqué les applaudissements d'environ un tiers des militants présents du PCI.

Les pseudo-trotskystes se sont néanmoins rangés fermement du côté de Solidarnosc et de la bourgeoisie occidentale. A Turin, d'après le journal d'"extrême gauche" *Lotta continua*, "les banderoles des démocrates-chrétiens voisinaient avec celles de la Quatrième Internationale [lire: Secrétariat unifié]". Un tract de la petite Lega operaia rivoluzionaria (LOR — anciennement GBL, associée au CLIT d'Alan Thornett) n'hésitait pas à comparer l'épreuve de force en Pologne au coup d'Etat sanglant de 1973 au Chili, parlant même des "Pinochet de Varsovie". Nulle part la LOR ne fit même mention de la défense des acquis sociaux et économiques des Etats ouvriers dégénéré/déformés face à la contre-révolution, et ces amis "socialistes" de Walesa baptisèrent tous ceux qui s'opposent à Solidarnosc (où qui restent "indifférents") d'"ennemis mortels de la classe ouvrière internationale". (Que devient donc Reagan là-dedans?) En fait, la seule organisation opposée à la conquête du pouvoir par Walesa et Cie est la Lega trotskista d'Italia (LTd'I), section sympathisante de la tendance spartaciste internationale. Malgré sa petite taille, la LTd'I possède une large audience. En un peu plus d'un mois,

Vient de paraître

édition française

SPARTACIST

Organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale

- Les trotskystes manifestent contre Walesa à Paris
- Non au front populaire de guerre froide!
- La volte-face du SWP sur l'Afghanistan
- Le SU appelle au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan
- Thèses sur l'Irlande

Pour toute commande :

Le Bolchévik B.P. 135-10 75 463 Paris Cédex 10

Spartacist Publishing Co.

Box 1377, GPO, New York, NY 10116 USA

Les trotskystes contre Fiszbin

Les eurocommunistes de Rencontres communistes hebdo se sont réunis le 11 janvier pour une "soirée-débat" avec Henri Fiszbin, destinée à "repenser les réalités du socialisme" et à se joindre au chœur mondial de la guerre froide pleurant sur le sort de l'organisation contre-révolutionnaire Solidarnosc. L'atmosphère ouvertement antisoviétique de cette réunion était particulièrement propice à l'intervention d'un militant de l'OCI (rebaptisée maintenant PCI) qui essaya de justifier son soutien à Solidarnosc et répudia la défense de l'Union soviétique au moyen d'une phraséologie pseudo-trotskyste. Sa tentative de marier l'eau et le feu fut bien entendu très incohérente, mais ce militant de la très laïque OCI n'en a pas moins réussi à embarrasser y compris ce ramassis d'eurocommunistes lorsqu'il a commencé à se répandre en louanges sur le rôle de l'Eglise en Pologne, ajoutant que les mosquées avaient pu jouer ce même rôle de centre organisateur pour le mouvement islamique réactionnaire de Khomeiny en Iran. Un peu exaspéré, François Hinker demanda de la tribune : "Et en Espagne...?"

L'honneur de défendre les acquis de la Révolution d'Octobre à cette "rencontre" est revenu à la LTF (nous reproduisons ci-après l'intervention de notre camarade). La salle était sans doute pleine d'espions du PCF venant de tous les coins de la ville voulant se tenir au courant des avatars de "leurs" oppositionnels, mais aucun d'eux n'éleva la voix en défense de l'Union soviétique. Marchais les en empêche. Le comité central ne peut pas laisser les militants du parti combattre publiquement les eurocommunistes sur la question russe, car la ligne de Fiszbin n'est que la conclusion logique de la ligne du PCF lui-même, telle que codifiée par les accords ministériels de juin dernier dans lesquels le PCF renonça à sa position sur l'Afghanistan, la Pologne et les SS-20, et ce, pour quelques minables porte-feuilles dans le gouvernement. Ce qui intéresse Marchais n'est assurément pas d'organiser la classe ouvrière pour défendre les acquis d'Octobre. Mais ils sont assez malins pour

se rendre compte que leurs liens avec Moscou sont un de leurs atouts dans leur concurrence avec les sociaux-démocrates et savent que s'ils les abandonnaient, ils pourraient être mangés tout cru.

Il faut combattre l'influence des sociaux-démocrates dans la classe ouvrière, car leur but ultime est de préparer la classe ouvrière à prendre les armes contre l'Union soviétique. Pour ce faire, les militants du PCF doivent rompre avec leur direction stalinienne traître, car c'est dans le programme du trotskysme qu'ils trouveront les moyens de gagner de nouvelles victoires sur la base du maintien de ce qui est déjà acquis.

Intervention de la LTF au meeting de RCH

Contrairement à ce qui a été affirmé tout à l'heure, il n'y a pas eu dans Solidarnosc d'opposition marxiste pour demander la préservation des formes de propriété prolétariennes en Pologne. Par contre en France, je voudrais, avec la Ligue trotskyste de France, m'élever contre l'union sacrée qui s'est faite de l'extrême droite à des gens qui se réclament du socialisme, pour la restauration capitaliste en Pologne.

Il est clair que c'est le but de Solidarnosc et en ce sens, ce n'est pas soutenir la classe ouvrière polonaise que de soutenir Solidarnosc même si malheureusement une grande partie de la classe ouvrière a été poussée par le stalinisme dans les bras de l'Eglise et de la réaction.

Des exemples ? Solidarnosc avait invité à son congrès Lane Kirkland, notable de l'AFL/CIO responsable de la fameuse réforme agraire au Salvador. Walesa lors de son voyage à Paris a rencontré tous les gros bonnets du capitalisme américain et il n'est pas difficile de deviner de quoi ils ont discuté. Et que penseriez-vous d'un dirigeant syndical

qui aurait le portrait de Pétain dans son bureau comme Walesa a celui de Pilsudski ?

Ce que le coup de force de Jaruzelski a bloqué c'est une réelle tentative de prise de pouvoir par l'organisation politique réactionnaire Solidarnosc.

En août 1980 nous espérions que malgré la forte emprise de l'Eglise et de l'extrême droite polonaise sur Solidarnosc se développerait une aile véritablement pro-ouvrière, opposée à l'Eglise et à la droite.

En Hongrie, en 1956 par exemple, les conseils ouvriers rejetaient vigoureusement les offres d'alliance de l'Eglise et de la droite. Ce que nous cherchons c'est que puisse se constituer une organisation des ouvriers qui lutte vraiment pour un véritable socialisme en Pologne, en renversant la bureaucratie stalinienne tout en maintenant les acquis ouvriers comme la suppression de la propriété privée des moyens de production par exemple. Ce que nous trotskystes appelons révolution politique — c'est-à-dire l'extension de la révolution.

Ce ne sont tout de même pas le pape, Walesa et ses "amis occidentaux" qui vont le faire et la question en décembre était d'empêcher la restauration capitaliste en Pologne.

Malgré la rupture de la véritable tradition communiste en Pologne, il doit y avoir des ouvriers qui veulent et peuvent renverser le régime bureaucratique polonais, sans pour cela rétablir un régime bourgeois, et faire ce qu'avaient commencé les ouvriers hongrois écrasés en 1956 et c'est dans ce cadre que nous avons soutenu militairement le coup de force d'arrêt contre Solidarnosc en décembre dernier.

Ce qui me gêne, c'est que dans les discours de tous ceux qui se disent de gauche et qui participent à cette campagne hystérique, il y a, sous prétexte d'antistalinisme, une campagne de préparation des masses à accepter la campagne de guerre impérialiste de Reagan et de son lieutenant Mitterrand, contre l'URSS, pour récupérer ce qu'ils ont perdu en Octobre 1917.

nos camarades ont vendu plus de 800 exemplaires de la brochure "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc".

Le PCI coupe les derniers ponts avec le Kremlin

Berlinguer cherche à devenir politiquement acceptable de façon que son parti, tout comme les sociaux-démocrates de Scandinavie, de Grande-Bretagne ou d'Allemagne, puisse exercer le pouvoir en alternance avec des formations bourgeoises, en tant que fondé de pouvoir du capital financier. Cela a constitué l'objectif de tous ses paris politiques, depuis le "compromis historique" et l'"eurocommunisme" jusqu'à la "troisième voie". Mais pour y arriver, le PCI doit, pour reprendre les termes de Léon Blum, montrer qu'il est prêt à agir en tant que "gérant loyal du capitalisme". Et là, le simple réformisme ne suffit pas. Si la bourgeoisie a pu, en dernier recours pour éviter une révolution, s'en remettre à des "fronts populaires" comprenant des partis stalinien, en temps normal elle pose comme condition pour gérer son Etat que ses lieutenants ouvriers ne servent pas deux maîtres à la fois, le Kremlin et le capitalisme italien.

Le PC espagnol de Carrillo a déjà franchi cette étape vers la social-démocratisation, et Berlinguer n'attendait qu'une bonne occasion pour le faire. Il faut se rappeler sa célèbre interview avec le *Corriere della Sera* en 1975, dans laquelle il expliquait que "pour réaliser le socialisme dans la liberté, il vaut mieux que l'Italie reste dans l'OTAN, parce que de cette manière il n'y a aucun danger d'intervention militaire de l'URSS". Tout comme Carrillo, le PC italien a jeté aux orties des formules comme la "dictature du prolétariat" et le "marxisme-léninisme", qui ne sont que rhétorique creuse pour un parti engagé à défendre le système capitaliste. Et depuis août 1981, le PCI a mis en garde contre les "conséquences irréparables" qu'une intervention soviétique en Pologne aurait sur ses liens déjà ténus avec le Kremlin. Maintenant, dans le cadre de la deuxième guerre froide, avec à Washington l'administration la plus anti-communiste depuis des dizaines d'années, Berlinguer pense qu'avec la Pologne il tient sa chance. Si le PCI peut prouver son utilité aux impérialistes en attaquant l'Union soviétique aussi violemment que les sociaux-démocrates, il a peut-être une chance de faire lever le veto sur sa participation au gouvernement.

Berlinguer et Cie semblent prêts à faire ce saut. Mais peuvent-ils emporter toute leur base avec eux ? Ils sont pris dans une contradiction entre leur désir réformiste de soutenir l'impérialisme européen "in-

dépendant" et la crainte que cela n'affaiblisse sérieusement leur poids organisationnel : 12 millions d'électeurs (30% du total, bien plus que les socialistes et les sociaux-démocrates) ; le contrôle de la plus puissante fédération syndicale, la CGIL, avec ses 5 millions de membres, et de fortes coopératives paysannes ; 1.800.000 membres du parti, avec quelque 200.000 militants actifs et un appareil de plusieurs dizaines de milliers de membres. Ils contrôlent déjà les conseils municipaux des villes les plus importantes (Rome, Milan, Turin, Gênes, Naples, Florence, Bologne, etc.) Et ils ne veulent pas mettre tout cela en danger. C'est pourquoi même les bureaucrates doivent faire attention quand ils sont confrontés à une telle opposition ouverte de leur base.

Au début de 1980, il y eut à l'intérieur du PCI des protestations considérables contre la condamnation par le parti de l'intervention soviétique en Afghanistan. Cette fois-ci, cinq conseillers municipaux de Milan, membres du PCI, ont rompu la discipline du parti en refusant de voter une motion qui autrement serait passée à l'unanimité (tout le monde la soutenant, des fascistes jusqu'à la nouvelle gauche), et qui condamnait le coup de force en Pologne et "l'impérialisme soviétique". Mais jusqu'à présent ces "Afghans" ou *kabulisti* ne semblent s'être engagés dans aucune sorte d'opposition organisée à la ligne de

Berlinguer. Ce n'est pas étonnant : les éléments "pro-soviétiques" du PCI et de la bureaucratie syndicale n'ont aucun véritable programme de renouveau à opposer aux trahisons de Berlinguer et Cie. Ils sont unis par leur réformisme fondamental commun, comme l'a montré de façon si frappante la défaite de la grève de la FIAT (voir "Le PCI poignarde la grève de la FIAT", *Le Bolchevik* n° 21, janvier 1981).

S'il est pourtant un pays en Europe de l'Ouest où une opposition révolutionnaire à la collaboration de classes des traîtres stalinien/eurocommunistes peut gagner un soutien très significatif dans la classe ouvrière, c'est bien l'Italie. Si la direction du PCI met du temps à rompre définitivement avec son passé, c'est de peur que des changements trop précipités ne déclenchent une scission majeure. Maintenant plus que jamais, avec les événements dramatiques de la crise polonaise et l'intensification des attaques capitalistes contre les conditions de vie des travailleurs italiens, le programme trotskyste de défense inconditionnelle du bloc soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution, de révolution politique à l'Est pour chasser la bureaucratie stalinienne traître et de révolution socialiste dans l'Occident capitaliste peut conquérir le prolétariat combatif d'Italie.

Traduit de Workers Vanguard n°236

ABONNEZ-VOUS!

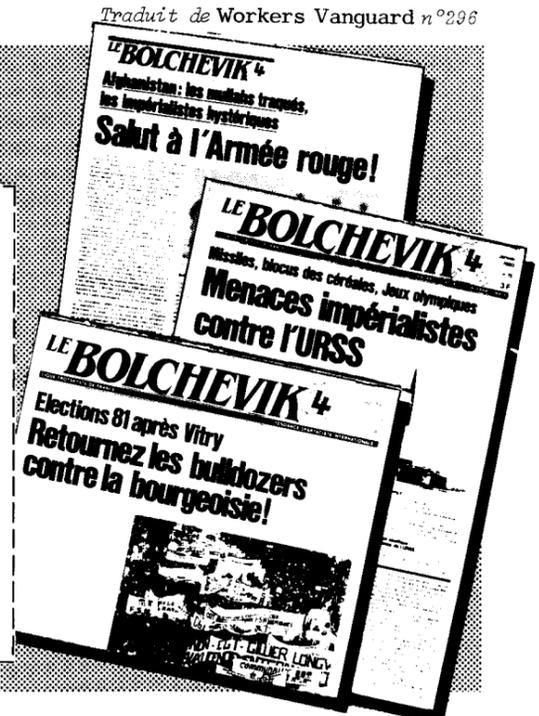
au journal de la
Ligue trotskyste de France

LE BOLCHEVIK B.P. 135 - 10 75463 Paris cedex 10

NOM : _____

ADRESSE : _____

(9 numéros) : 30 F (France) - Hors Europe 40 F
(avion : 60 F) - Etranger : mandat poste international





Cambio 16

X^e congrès du PCE sous le signe de la collaboration de classes: «Pour la paix sociale, la démocratie et le socialisme»

Carrillo paie le prix de l'eurocommunisme

Le PCE se disloque

18 décembre 1981 — La plus spectaculaire des conflagrations qui se soient produites dans un parti communiste de masse depuis la Deuxième Guerre mondiale met actuellement en pièces le Parti communiste espagnol (PCE). Le dernier acte de ce drame à épisodes a eu lieu le 10 décembre dernier quand la direction du PSUC de Catalogne, affilié au PCE, a expulsé ou suspendu 29 membres de son comité central sous l'accusation d'activités fractionnelles. Les victimes de la purge sont les dirigeants d'une aile gauche, dénommée "pro-soviétique", qui représenterait la moitié de la base du parti en Catalogne, et particulièrement sa base ouvrière.

Plus tôt, cet automne, le parti communiste basque s'est scindé en deux; ses dirigeants s'apprétaient à se fondre dans une coalition nationaliste social-démocrate. Leur action était soutenue par l'aile droite, ultra-"eurocommuniste", du PCE. En réponse, Santiago Carrillo, le dirigeant du PCE non seulement a dissous le comité central basque (sur quoi celui-ci s'est proclamé indépendant), mais a viré du comité central national six droitiers et éjecté du parti la moitié des conseillers municipaux PCE de Madrid. Ce qui a entraîné des protestations, expulsions et démissions dans toutes les places fortes du PC en Espagne.

Les effectifs du parti ont déjà vertigineusement chuté, passant de 200.000 en 1977 à 100.000 aujourd'hui; et l'explosion actuelle pourrait encore facilement réduire ce nombre de moitié. Pour le PCE il ne s'agit pas tant d'une hémorragie que de ruptures sur toutes les lignes de division imaginables — et elles sont légion. La crise est à imputer à l'échec total de l'eurocommunisme, produit d'un long processus de social-démocratisation de partis jadis stalinien qui, malgré leur réformisme, sont encore considérés comme des parias par leur "propre" bourgeoisie. Carrillo a servi de porte-drapeau à cette tendance, rompant ses dernières attaches avec Moscou et se dépouillant de tout vestige de terminologie léniniste, dans l'espoir d'être accepté par l'Etat capitaliste. Mais avec le retour du climat de guerre froide, les bourgeoisies impérialistes n'ont pas été tentées par l'affaire.

Aussi le PCE s'est-il retrouvé dans la dèche, avec une force électorale marginale, débordé par les socialistes, et sans rien avoir gagné malgré ses concessions sur tous les fronts, qui allaient des salaires aux droits démocratiques. Aujourd'hui les secteurs petits-bourgeois veulent aller jusqu'au bout et se liquider totalement dans la social-démocratie. Cependant, certains secteurs de la classe ouvrière, confrontés à la crise internationale de l'économie capitaliste et se sentant sous la menace d'un putsch bonapartiste des militaires en Espagne, poussent, de façon confuse et contradictoire, pour une politique plus radicale de lutte de classe. Cela donne, aux yeux des véritables trotskystes, une importance toute spéciale à la crise du PCE, car eux seuls ont un programme communiste international qui peut balayer l'héritage de la dictature franquiste et ouvrir la voie à la révolution européenne.

Actel: Le PSUC et les «Afghans»

Quand Jimmy Carter a lancé la guerre froide avec l'Afghanistan au début de 1980, Carrillo a été l'eurocommuniste qui a suivi de la façon la plus éhontée la ligne du département d'Etat américain. Une "condamnation de l'intervention des troupes sovié-

tiques en Afghanistan" a été publiée dans le journal du PCE *Nuestra Bandera* (mars-avril 1980), accompagnée d'une photo représentant une pancarte clamant "Mort à la Russie — Hors d'Afghanistan". Mais cet antisoviétisme virulent n'est pas bien passé auprès d'une bonne partie de la base communiste. Certaines organisations régionales et locales du Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC) dans la ceinture industrielle de Barcelone (notamment à Baix Llobregat et Vallès Occidental) ont voté des résolutions soutenant l'aide soviétique à Kaboul contre les réactionnaires islamiques armés par la CIA. Il s'est rapidement cristallisé une aile du PSUC connue sous le nom d'"Afghans", constituée essentiellement de certaines couches de la direction des Comisiones Obreras (CC.OO.), fédération syndicale dirigée par le PC. Les "Afghans" n'étaient pas seulement ou même pas principalement de vieux stalinien durs rescapés des années de guerre civile, mais de jeunes dirigeants syndicaux qui ont construit les Comisiones dans la lutte clandestine contre le franquisme.

Au sein du parti catalan, le mécontentement contre Carrillo et sa politique atteignit un point critique les 5 et 6 janvier dernier, lors du cinquième congrès du PSUC. Par 424 voix contre 359, toute référence à l'eurocommunisme a été rayée des thèses programmatiques du parti. Une résolution demandant de supprimer les critiques contre l'intervention soviétique en Afghanistan faites antérieurement par le PSUC fut défaite, mais 19 amendements des "prosoviétiques" furent adoptés. On réclamait par exemple un référendum sur l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun (le PCE est pour l'entrée), le démantèlement des bases US en Espagne (le PCE ne pipe mot sur la question), et pour des relations d'"amitié et de solidarité" avec l'URSS. Cette puissante offensive des "Afghans" a amené la démission du secrétaire général eurocommuniste du PSUC, Antoni Gutiérrez Diaz, qui fut remplacé par le "léniniste" Francesco Frutos. (Au neuvième congrès du PCE en 1978, Frutos était le porte-parole de la minorité opposée à la thèse 15 qui éliminait les références au léninisme dans le programme du parti.) Le défi à Carrillo apparaissait de façon limpide. Mais en dépit de tout le remue-ménage idéologique, le PSUC n'avait pas rompu politiquement avec l'eurocommunisme, pas plus qu'il n'était passé dans le camp de quoi que ce soit qui ressemblât au léninisme.

L'hebdomadaire libéral *Cambio 16* (19 janvier 1981) relevait la nature confuse des polémiques au congrès du PSUC, faisant remarquer que le PC était déchiré entre plusieurs tendances qui se chevauchaient: "Eurocommunistes contre intellectuels, prosoviétiques contre ouvriéristes, carrillistes contre anticarrillistes, centralistes contre fédéralistes, vieux contre jeunes, parti contre syndicat". Les distinctions politiques étaient loin d'être claires. Les "léninistes", par exemple, s'étaient séparés de la direction eurocommuniste sur la question de la thèse 15 de Carrillo; en dehors de cela, ils étaient pratiquement identiques du point de vue politique à Gutiérrez et Cie. D'un autre côté, la base des "léninistes" ce sont les Comisiones catalanes où ils se sont alliés aux "Afghans" pour éjecter les carrillistes au milieu de l'année 1980. Sur la question la plus brûlante, le nouveau secrétaire général a voté avec la minorité pour conserver le terme "eurocommunisme". Pourtant Frutos et tout un groupe de ses troupes "léninistes" ont été élus pour diriger le PSUC avec le sou-

tien des "Afghans", dans un maquignonnage destiné à évincer à la fois les "euros" et le groupe surnommé *banderas blancas* (drapeaux blancs)*, social-démocrate, encore plus à droite qu'eux.

Le résultat de ce bloc pourri entre "léninistes" et "Afghans", c'est que, après cette spectaculaire révolte qui avait été accueillie par un soutien enthousiaste dans les rangs du PSUC, le nouveau comité central se retrouva avec une majorité qui au fond soutenait Carrillo. (Les "pro-soviétiques" qui avaient remporté beaucoup des combats politiques au "congrès du chambardement" n'eurent, quand le moment vint d'élire un CC, que 25-30 sièges sur 110.) Cette fois, leur opportunisme leur a coûté très cher. Le journal de Madrid *El País* (8 janvier 1981) titrait que les "eurocommunistes soutiennent la nouvelle direction du PSUC pour tenir en échec les prosoviétiques". Frutos s'est immédiatement retourné contre ses alliés, retirant le secrétariat à l'organisation des mains des "Afghans". Les huiles du PCE ont commencé à répandre des rumeurs sur des liens avec l'ambassade soviétique et se sont plaint que les vols hebdomadaires d'Aéroflot au départ de Madrid étaient pleins de Catalans. Après quelques mois de ce genre de coups bas, une réunion du comité central du PSUC mit sans autre forme de procès le cinquième congrès au rebut, déclarant que l'eurocommunisme était "synonyme de révolution de la majorité" et condamnant à nouveau l'intervention soviétique en Afghanistan (*El Periodico*, 17 mai 1981).

Cependant, ce qui a véritablement coupé l'herbe sous les pieds des "Afghans" a été la réaction molle du PSUC à la tentative de coup d'Etat du 23 février, apparemment le fait de quelques dizaines de gardes civils qui s'emparèrent des Cortès, mais en fait soutenus par des dirigeants militaires de haut rang. Cette nuit-là, la classe ouvrière était prête à se battre dans toute l'Espagne, mais le PCE et les Comisiones refusèrent de mobiliser et appelèrent seulement à une grève de deux heures pour le lendemain. En Catalogne, le PSUC et les CC.OO. avaient initialement appelé à une grève générale de 48 heures; mais, au matin du 24, l'appel avait été réduit à un arrêt de travail bidon au cours duquel les ouvriers devaient rester à leur travail (c'est-à-dire pas de manifestations). Il y eut des grèves générales au niveau local, dans les fiefs "afghans" autour de Barcelone, mais les "léninistes" suivirent la ligne de "sérénité" du PCE. Affirmant avec confiance que tout était en ordre malgré le *terejazo*, les huiles du PSUC tinrent une réunion dans leur quartier général même. Pour couronner le tout, la réunion de mai du CC qui "récupéra" l'eurocommunisme vota, pour démontrer sa confiance dans les militaires "démocratiques", sa participation à la Journée des forces armées! La classe ouvrière catalane en déduisit logiquement que le "nouveau" PSUC ne différait guère de l'ancien.

Actel: Le dixième congrès du PSUC et les «rénovateurs»

Une fois les "Afghans" tenus en respect à gauche, l'aile droite du PCE, surnommée "les eurocommunistes renovateurs", commença à faire du bruit. Ramon Tamames, dirigeant de longue date du parti,

*Ainsi nommée car ils sont les survivants d'une scission maoïste des années 60, connue sous le nom de son journal *Bandera Roja* (drapeau rouge), revenue dans le giron du PSUC dans les années 70 au cours d'une rapide évolution à droite.

maire PC de Madrid, commença en décembre une campagne pour une "profonde démocratisation" du parti et pour "virer la vieille garde", en commençant par Carrillo lui-même. N'étant arrivé à rien, Tamames démissionna du parti début mai. Mais les "rénovateurs" élaborèrent une plate-forme demandant le droit de créer des "courants d'opinion" pour remplacer l'interdiction stalinienne des fractions dans le PCE. Cette tendance est constituée en particulier par les conseillers municipaux du PC qui siègent en coalition avec les socialistes (PSOE) de Felipe Gonzalez. Ils représentent ainsi la couche du parti la plus intégrée à l'appareil d'Etat capitaliste, et leur but est d'amener l'eurocommunisme à sa conclusion logique en dissolvant entièrement le PCE et en se liquidant dans la social-démocratie. Un "rénovateur" haut placé (et membre des *banderas blancas* du PSUC), Jordi Borja, l'a exprimé clairement dans un article intitulé "A quoi les PC sont-ils bons en Europe?":

"De nos jours, il ne sera possible de construire une solide alternative de gauche dans les pays où les partis socialiste et communiste sont forts qu'en surmontant l'absurde et tragique rupture des années 20. Pour notre part, nous, communistes, avons déjà dit ce qu'à notre avis cela signifie: une rupture complète avec le modèle soviétique, acceptant une politique internationale dans le cadre de l'Europe occidentale."
— La Calle, juin 1981

Carrillo refusa de publier le document de cette "tendance critique", mais les "rénovateurs" remportèrent la majorité à la conférence régionale de Madrid au début juillet. Au dixième congrès du PCE (28-31 juillet), les carrillistes dirigèrent leurs coups contre ce courant social-démocrate liquidateur, qui (avec environ un quart des mandats) fut aisément battu. Les "prosoviétiques", qui n'avaient, grâce à Frutos et Cie, que 6% des délégués, firent le mort; ils ne réagirent même pas aux attaques directes contre eux et à l'expulsion du parti d'un de leurs dirigeants, Garcia Salve. *Cambio 16* (10 août 1981) parla de *carrillazo*. Pourtant il y eut une ombre dans ce tableau pour Carrillo: le secrétaire général lui-même n'arrivait qu'en 15ème place lors du vote pour le CC.

Dans son rapport Carrillo fit quelques "autocritiques" pour apaiser le mécontentement engendré par les maigres résultats de la "politique de concentration" du PC (qui est pratiquement un soutien partiel aux gouvernements franquistes réformés de Suarez et Calvo Sotelo). Prenant note du "syndrome Mitterrand" et faisant appel aux rangs "eurocommunistes renovateurs", il appela vaguement à une "nouvelle formation politique" sur le modèle du travaillisme britannique. Il fit à deux reprises, en direction des "Afghans", des remarques positives sur la Révolution d'Octobre. Pour rassurer les généraux, il confirma explicitement que le PCE renonçait même à une "propagande démocratique" dans l'armée (*Mundo Obrero*, 26 juillet 1981). Mais il fit entendre clairement aux dirigeants "rénovateurs" et "pro-soviétiques" qu'au dixième congrès il y aurait des gagnants et des perdants. Si l'on n'arrête pas la formation des tendances, dit-il, "ce parti pourrait s'autodétruire très rapidement". Mais les tendances s'étaient déjà formées...

Actelli: Les Basques, les Catalans et tutti quanti

... et le sabotage du PCE est en bonne voie. La réaction en chaîne a débuté vers la mi-septembre quand Roberto Lerxundi et une majorité de la direction de l'EPK, l'organisation basque affiliée au PCE, décidèrent de se liquider dans Euzkadiko Ezkerra (EE), groupe social-démocrate nationaliste autrefois lié à: l'aile "politico-militaire" des guérilleros nationalistes basques de l'ETA (ETA-pm). Un document conjoint des dirigeants de l'EPK et de EE appelait à

"(...) la création d'un parti de classe large, de masse et non dogmatique, qui surmonterait dans la théorie et la pratique la division historique au sein de la classe ouvrière entre socialistes et communistes".

Euzkadiko Ezkerra posa comme condition aux négociations de "fusion" que l'EPK rompe tous ses liens avec le PCE et que le terme "socialisme démocratique" remplace "eurocommunisme". Cela engendra alors une opposition dans les secteurs ouvriers des communistes basques, qui sont en majeure partie d'origine non-basque. Quand Lerxundi accepta le *diktat* de EE, Carrillo a dissous le comité central de l'EPK et convoqué une conférence spéciale.

Il y a aujourd'hui en conséquence deux PC basques, de taille approximativement égale, l'un subordonné à Carrillo et Cie, et l'autre sur le point de se dissoudre dans la social-démocratie nationaliste. Cependant, Lerxundi, qui était, au dernier congrès du PCE en juillet, un des principaux porte-parole des "eurocommunistes renovateurs" fut invité début novembre à parler en public à Madrid par six "rénovateurs" membres du CC et cinq conseillers municipaux de la même tendance. Carrillo exigea et obtint aussitôt l'expulsion du CC des six fautifs, et l'exclusion du parti des cinq conseillers de Madrid qui avaient parrainé Lerxundi. Parmi les membres expulsés du CC se trouvaient Manuel Azcarate, principal théoricien antisoviétique du PCE et plusieurs députés des cortès. Cela déclencha des protestations

dans tout le pays. Le CC du PC andalou s'opposa aux sanctions, de même que le conseil provincial de Salamanque, tous les conseillers municipaux de Valladolid, des centaines de membres du parti à Valence, etc. Des sections madrilenes représentant quelque 9000 membres réclamèrent un congrès spécial.

Pendant ce temps, les conflits internes du PSUC catalan débordaient. En mai, le président du parti Pere Ardiaca, membre fondateur du PSUC, âgé de 74 ans, était exclu pour ses opinions "prosoviétiques". En septembre, à la fête annuelle de *Treball*, le journal du parti, plusieurs centaines d'"Afghans" noyèrent la voix de Carrillo aux cris de "traître" et "dehors, dehors!". Les dissidents portaient des badges sur lesquels était écrit: "Je suis communiste. Vive le cinquième congrès. PSUC". Les gros bonnets eurocommunistes ripostèrent en coupant l'eau et l'électricité des stands des districts de Baix Llobregat et Vallès Occidental, qui vendaient des objets de l'artisanat soviétique (*El Comunista*, 9 octobre 1981). Peu de temps après, le comité exécutif du PSUC exclut un certain nombre d'éléments de gauche pour avoir hué Carrillo pendant un meeting de masse en mars.

Du fait de l'interdiction des tendances, les combats politiques ont lieu essentiellement sur fond d'attaques physiques et d'excès bureaucratiques. Lorsque les congrès de district du parti dans la ceinture industrielle de Barcelone reconduisirent de larges majorités "prosoviétiques", la majorité "léninistes" riposta en les dissolvant purement et simplement, mettant les locaux dissidents sous son contrôle financier direct. Début novembre, la jeunesse du PSUC se scinda en deux. Et à une réunion du CC la direction du parti catalan décida d'un congrès spécial en mars prochain pour ratifier son "soutien total à la stratégie de l'eurocommunisme". L'élection des délégués fut truquée, de sorte que les deux tiers des militants des importantes sections de la région de Barcelone, qui sont en majeure partie à gauche, aient droit à un tiers seulement des délégués. Et lorsque les "Afghans" du CC objectèrent que ces méthodes arbitraires étaient antidémocratiques... tous, soit 29, furent exclus ou suspendus du PSUC. On ne peut pas dire que Carrillo n'ait pas appris au "léniniste" Frutos comment s'y prendre!

Les eurocommunistes en déroute

Il faut bien placer la débâcle de l'eurocommunisme dans le contexte international. C'est le regain d'antisoviétisme de l'impérialisme US, après la guerre du Vietnam, qui a en dernière analyse conduit à la rupture de l'union de la gauche en France (Cf. "Pourquoi l'union de la gauche a éclaté", *Le Bolchévique* n°24, avril 1981) et qui a rejeté le PCE dans le ghetto politique. Au début de 1978, le département d'Etat de Jimmy Carter annonça qu'il ne tolérerait pas la participation des PC dans les gouvernements d'Europe occidentale, qu'ils s'appellent ou non eurocommunistes. Quelles qu'aient pu être ses chances auparavant, c'en était fini des espoirs de Santiago Carrillo dans un "gouvernement de concentration nationale" avec les socialistes de Felipe Gonzalez et les franquistes réformés de l'UCD du premier ministre Adolfo Suarez. Les PC français et italien furent confrontés au même veto, mais ils pouvaient se rabattre sur leur base électorale et syndicale solide, et renoncer à leur ferveur eurocommuniste ou la mettre en sourdine. Carrillo, dans sa position fondamentalement plus faible, ne pouvait que jouer la carte de trahisons encore plus importantes.

En avril 1978, à l'époque du neuvième congrès du PCE, nous avons conclu que le parti de Carrillo avait franchi le Rubicon en direction de la social-démocratie:

"Bien qu'apparemment les PC français et italien ne soient pas prêts à faire un pas aussi dramatique et démonstratif que le renoncement du PCE au 'léninisme', il est clair que dans le cas du parti de Carrillo il y a eu une rupture définitive avec la bureaucratie de Moscou, de sorte qu'on ne peut plus guère l'appeler stalinien."

— "Spanish CP Goes 'Eurocommunist' "(le PC espagnol passe à l'eurocommunisme)" *Workers Vanguard* n° 205. 12 mai 1978

Et nous avons prédit qu'après que le parti de Carrillo a officiellement fait son choix en faveur du roi d'Espagne contre le Kremlin, "le niveau de dissidence allait ouvrir la possibilité de scissions importantes à gauche". C'est ce qui est en train de se passer sous nos yeux. Mais l'aile gauche n'a pas un programme léniniste. Les prétendus "prosoviétiques" n'ont pas de politique internationaliste prolétarienne pour remplacer, au plan international, la collaboration de classes eurocommuniste de Carrillo; en Espagne même, ils n'ont eu aucune réponse au coup d'Etat du 23 février 1981.

Trotskyisme contre stalinisme

Dans leurs amendements aux projets de thèses du cinquième congrès du PSUC catalan, les "Afghans" du comité de district de Vallès Occidental ont seulement proposé d'éliminer les critiques de l'intervention soviétique en Afghanistan. Ils reconnaissent le caractère bourgeois de la "révolution iranienne", ainsi que les problèmes posés par la guerre Iran-Irak (entre deux régimes qui se disent nationalistes radicaux

islamiques), mais n'avancent pas de ligne de classe internationale cohérente. Leur critère, en politique étrangère, est l'alignement de la dictature nationaliste bourgeoise envisagée par rapport à l'URSS (ce qui aurait fait de l'Egypte un pays "progressiste" sous Nasser et réactionnaire sous Sadate). Les questions internationales sont décisives — il suffit de voir l'impact en Europe des événements polonais — et les trotskystes de la tendance spartaciste internationale (TSI) ont été les seuls à se battre pour une analyse et un programme marxistes conséquents. La TSI a dit "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!" et "Halte à la contre-révolution de Solidarité!" en Pologne, tout en luttant pour une révolution politique prolétarienne pour renverser les bureaucraties staliniennes dans les Etats ouvriers dégénéré/déformés.

Les militants qui rompent sur la gauche avec le fiasco eurocommuniste de Carrillo doivent examiner avant tout la question de stalinisme contre trotskysme. Comme l'avait prédit Trotsky en 1928 (dans *L'Internationale communiste après Lénine*), la subordination définitive des partis communistes liés à Moscou à leur "propre" bourgeoisie n'est que l'extension logique du dogme stalinien du "socialisme dans un seul pays". C'est de cela que découle la politique de collaboration de classes du front populaire, alliance avec la bourgeoisie "nationale" et la défense "nationale". C'est sous ce signe qu'est né le PSUC au mi-



Novembre 1977, le jeune Carrillo, en visite aux USA, traverse le piquet de grève de l'université de Yale

lieu des années 30. Et c'est sur cette base qu'il a joué un rôle décisif lorsqu'il écrasa la plus importante mobilisation de classe du prolétariat catalan: les journées de mai 1937.

Aujourd'hui les "Afghans" de l'aile gauche rejettent les serviles serments de loyauté de Carrillo au roi et à Carter. Pourtant les thèses du cinquième congrès du PSUC qu'ils défendent approuvent le programme de "réconciliation nationale" du PCE pratiqué dans les années 60 et au début des années 70 — base stalinienne des trahisons eurocommunistes d'aujourd'hui. Les gauches du PSUC font maintenant des objections à l'"application" du Pacte de la Moncloa. Il est vrai que lorsque les accords ont été signés en 1977, 100.000 personnes ont protesté à Barcelone, avec à leur tête ces mêmes dirigeants des CC.OO. qu'on appelle aujourd'hui les "prosoviétiques". Mais les protestations se sont arrêtées à une seule manifestation, car les "léninistes" et les "Afghans" d'aujourd'hui n'étaient pas prêts à se lancer dans un affrontement direct avec l'Etat espagnol. Ils désapprouvaient Carrillo et Cie, mais n'avaient aucune politique indépendante propre.

Les trotskystes authentiques (et pas les imposteurs sociaux-démocrates de la ICR) n'ont cessé d'appeler à l'offensive ouvrière contre la dictature bonapartiste haïe après la mort de Franco. Le PCE, toutes ailes confondues, eurocommunistes comme néo-stalinienne, a recherché un pacte avec les secteurs "démocratiques" de la bourgeoisie. Carrillo s'est mis d'accord pour une somme modique, les "Afghans" en veulent plus, mais le programme reste fondamentalement le même. Les vrais communistes ne luttent pas pour une "Espagne neutre", mot d'ordre commun à toutes les ailes du PC, mais pour la défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre les attaques impérialistes, pour la révolution socialiste dans toute l'Europe occidentale, et pour la révolution politique ouvrière dans les Etats ouvriers dégénéré/déformés du bloc soviétique dirigés par les stalinien. Les "prosoviétiques" se contentent de suivre les bureaucraties discréditées, dont la faillite a été démontrée en Pologne, alors que les eurocommunistes (rénovateurs ou carrillistes) courent après Reagan et Schmidt.

Les "Afghans" anticarrillistes en Espagne ont capté le courant de rejet du prolétariat pour la collaboration de classes eurocommuniste. Mais seul le programme du trotskysme apporte une réponse révolutionnaire à la faillite du stalinisme.

Traduit de *Workers Vanguard* n°295

Guerre froide...

Suite de la page 2

de condamner le coup d'Etat. Et c'est sous la pression et l'inspiration directes des sociaux-démocrates français (et en l'absence de Brandt!) que la deuxième déclaration de la Deuxième Internationale fut beaucoup plus dure à l'égard de Jaruzelski. C'est d'ailleurs toujours Mitterrand qui a fait pression pour obtenir des Dix de la CEE une condamnation commune des événements en Pologne.

Le journal des banquiers américains, le *Wall Street Journal*, du 4 janvier, plein de colère et de surprise, se plaignait que "quelque chose est en train de se passer dans l'âme allemande". Il a raison dans le sens où les masses ouest-allemandes ne veulent pas participer à la course à la guerre antisoviétique. Des observateurs ont comparé les 350.000 manifestants qui ont défilé dernièrement à Bonn contre l'augmentation des missiles de l'OTAN en Europe à ceux des maigres cortèges de soutien à Solidarnosc, dont le plus important rassemblait 6.000 personnes. Il y a en fait un lien direct. Comme l'influent rédacteur en chef libéral du *Spiegel* Rudolf Augstein l'écrivait le 4 janvier:

"Cependant, si vous vous en tenez au 'refoulement' de ce bon vieil Adenauer, qui doit se réaliser économiquement et par les armes; si vous voulez ressusciter la politique de Dulles, abandonnée par son créateur lui-même, de refoulement du pouvoir soviétique jusqu'à la frontière russe, alors allez-y — si vous voulez la capitulation de votre adversaire, alors vous choisissez la guerre."

Les Allemands ne veulent pas être entraînés dans la guerre de "refoulement" de Reagan, où leur pays sera le principal, et peut-être unique, champ de bataille.

Mais pas plus qu'ils ne sont les "dupes des Russes", Schmidt et Brandt ne sont non plus des "pacifistes" comme cherchent criminellement à le faire croire les bureaucrates stalinien du Kremlin toujours à la poursuite d'une illusoire "coexistence pacifique" avec des bourgeoisies soi-disant "démocratiques", "pacifistes", etc. L'impérialisme allemand a une stratégie à long terme pour reconquérir la Prusse et la Saxe (l'Allemagne de l'Est) — sans parler de la Silésie et de la Prusse orientale — et dominer le reste de l'Europe de l'Est: il s'agit fondamentalement de se subordonner économiquement la région et ensuite de faire un marché avec le Kremlin. John Vinocur, le correspondant "fauc" du *New York Times*, écrivait dans le numéro du 3 janvier que l'*Ostpolitik* de Bonn consistait essentiellement dans "la recherche permanente d'un niveau de coexistence avec Moscou qui pourrait un jour permettre la réunification de l'Allemagne, et d'éliminer véritablement les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale". Le capital financier allemand, n'ayant réussi ni à s'emparer de l'Europe de l'Est ni à briser militairement l'URSS pendant la dernière guerre, place ses intérêts dans la réunification nationale (capitaliste!) et préfère maintenant saper le bloc soviétique de l'intérieur. En définitive, les divergences entre les sociaux-démocrates français, champions de guerre froide, et les sociaux-démocrates allemands "pro-détente" ne font qu'exprimer comment les réformistes défendent avant tout leur propre bourgeoisie.

Les amis banquiers de Walesa

La bourgeoisie impérialiste a soutenu Solidarnosc aussi longtemps qu'il semblait avoir une chance de prendre le pouvoir. Mais maintenant qu'il semble que Walesa ait perdu, certains banquiers se tournent vers Moscou pour qu'il paye les dettes de la Pologne. Ce n'est qu'un prix de consolation au lieu du gros lot en Pologne: la contre-révolution capitaliste. Le porte-parole des financiers internationaux, l'*Economist* de Londres, expliquait le 28 décembre: "La Russie contrôle à nouveau la Pologne et ne souhaite pas non plus qu'elle se trouve en cessation de paiements." On sait de source sûre que le régime Jaruzelski a réglé à la date prévue 350 millions de dollars d'intérêts, et les gens bien informés pensent qu'il s'agit en réalité de l'or de Moscou.

Il n'y a là rien de nouveau. Cela fait longtemps que l'Union soviétique subventionne l'économie polonaise. En fait, depuis la fin des années 70, la Pologne joue le rôle d'intermédiaire pour le capital financier occidental, lui permettant de prélever le surplus économique sur les ouvriers et les paysans soviétiques. Cela est

d'autant plus énorme que le niveau de vie est nettement plus bas à Moscou ou Kiev qu'à Varsovie ou Gdansk. En 1977, par exemple, chaque Polonais consommait 33 kilos de viande rouge par an, presque autant qu'un Allemand de l'Ouest, alors que les Russes n'en consommaient qu'environ 25 kilos. Néanmoins, l'Union soviétique a exporté des milliers de tonnes de viande en Pologne pour apaiser les masses polonaises.

Beaucoup de libéraux et de "gauchistes", afin de justifier leur propre soutien à Solidarnosc, ont inventé la fable du soutien que les banquiers occidentaux apporteraient à Jaruzelski. Il y a peu, le libéral de guerre froide James Wechsler proclamait, dans un article publié par le *New York Post* (23 décembre 1981), qu'il y a une cabale de "banquiers occidentaux, de communistes et de trotskystes américains, bizarrement réunis pour faire l'apologie du coup de force des kommissars polonais et de leurs protecteurs du Kremlin". Par trotskystes il entend nos camarades américains de la Spartacist League et cite l'éditorial d'un numéro de leur journal, *Workers Vanguard*, "Solidarnosc Counterrevolution Checked" (Contre-révolution de Solidarnosc court-circuitée). Contra-

contre-coup d'Etat jusqu'au moment où il était sur le point de perdre la maîtrise de la situation. En 1980-81, des sondages effectués en secret pour le compte du gouvernement montraient que seulement 3% de la population auraient voté pour les communistes dans des élections libres; 20% pour divers socialistes, et 43% pour les démocrates-chrétiens — c'est-à-dire pour la contre-révolution capitaliste au nom du pape et de la démocratie (bourgeoise). A l'intention de ceux qui ne pouvaient voir la logique de la progression de Solidarnosc, ses dirigeants l'expliquèrent dans une réunion secrète tenue à Radom. Les bandes magnétiques de ce qu'on a appelé le "Radomgate" mettent bas le masque de simple syndicaliste dont s'affuble Walesa. De larges extraits de ces bandes ont été par la suite publiés dans la presse occidentale, dont ce passage révélateur dû à Walesa:

"Après tout, nous devons réaliser que nous sommes en train de renverser ce système. Reconnaissons au moins cela. Si nous sommes d'accord pour avoir des commerçants privés, pour racheter les fermes d'Etat et mettre en place une complète autogestion, ce système cessera d'exister."

— *Washington Post*, 20 décembre 1981

La tendance spartaciste internationale a tiré les conclusions en septembre dernier, quand Solidarnosc reprit à son compte les thèmes de la propagande de guerre froide, les "élections libres" et les "syndicats libres" dans toute l'Europe de l'Est. "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc!" avant qu'il ne soit trop tard, avons-nous dit. Et pour le moment la marche vers le pouvoir de ce "syndicat qui roule pour les banquiers et la CIA" a été stoppée. Après l'arrestation systématique des dirigeants de Solidarnosc, la résistance s'est éteinte petit à petit. Il n'y a heureusement eu ni grève générale ni résistance armée qui auraient provoqué un affrontement sanglant et renforcé les désastreuses lignes de division actuelles. Le danger immédiat de contre-révolution a été écarté, mais déjà, la bureaucratie stalinienne de Varsovie recherche un nouveau compromis avec la principale force contre-révolutionnaire, l'Eglise. La crise fondamentale de la société polonaise n'est pas résolue.

Les masses polonaises sont indéniablement entichées de l'Ouest capitaliste, des drapeaux et des jeans américains et des automobiles allemandes. Elles devraient savoir que la Pologne ne peut pas rompre avec l'URSS sans une nouvelle grande guerre qui signifierait une fois de plus sa ruine. Après la Deuxième Guerre mondiale, le pays tout entier fut transféré par la force de 300 kilomètres vers l'ouest, reprenant des terres que les Allemands avaient mis 1.000 ans à absorber. Et les Allemands ne sont pas généreux avec leur *Lebensraum* [espace vital]. Une contre-révolution en Pologne signifierait une réunification capitaliste de l'Allemagne, qui créerait une puissante machine de guerre impérialiste en Europe centrale, où il n'y aurait plus de place pour les Polonais, sauf peut-être comme travailleurs agricoles. Si l'armée de l'Allemagne capitaliste recommençait à marcher vers l'est, les Polonais s'en remettraient nécessairement à l'armée soviétique pour les protéger. Ceux qui pensent que le contre-coup du général Jaruzelski est la même chose que le régime nazi, ou même que celui de Frédéric-le-Grand, seraient brutalement détrompés.

Certains militants de Solidarnosc, et même quelques-uns de ses dirigeants, auraient demandé: "Comment les choses ont-elles pu tourner si mal si vite?" Eh bien, vous étiez à juste titre contre beaucoup de mauvaises choses, mais pour quoi étiez-vous? Les formes du mouvement faisaient souvent penser à la révolution politique prolétarienne, mais, et c'est tragique, le contenu était dominé par l'Eglise catholique et l'impérialisme occidental. Le programme de Walesa et Cie aurait signifié un désastre pour les travailleurs polonais. Les leçons importantes sont payées au prix fort, et la Pologne de 1980-81 ne fait pas exception à la règle. Il faut maintenant en Pologne une période de regroupement clandestin, où Solidarnosc aura politiquement des comptes à rendre. Seul le programme trotskyste, qui appelle au renversement des bureaucrates traîtres par la révolution politique, afin de défendre et d'étendre les acquis historiques de la propriété collectivisée, offre une perspective. Une véritable avant-garde léniniste de la classe ouvrière polonaise, faisant partie d'une Quatrième Internationale reforcée, ne sera bâtie qu'à travers une lutte sans merci contre la contre-révolution.



«Solidarité avec Solidarnosc»: l'union sacrée antisoviétique de l'extrême droite à l'extrême gauche»

remet à ce que prédisait Wechsler, le consortium de banquiers occidentaux créanciers de la Pologne refusa d'accorder à Varsovie un prêt supplémentaire pour couvrir le paiement des intérêts, espérant que maintenant les Russes paieraient. L'*Economist* de Londres exprima comme de coutume la politique de la finance impérialiste: "(...) une Pologne sans Solidarnosc libre ne vaut pas la peine qu'on vienne à son secours."

Quant aux 27 milliards de dollars de dette polonaise vis-à-vis de l'Ouest, ces prêts ont été tellement juteux que beaucoup de banques s'en tireraient à bon compte même si elles ne recevaient plus un sou des rouges. Le *Wall Street Journal* du 7 décembre l'admettait: "Et certains banquiers affirmaient en privé que même s'ils étaient maintenant forcés de passer leurs prêts polonais aux pertes et profits, leurs prêts à ce pays depuis dix ans pourraient faire apparaître un bénéfice tellement ces opérations étaient lucratives."

Il est révoltant que les travailleurs polonais et soviétiques soient pressurés par les banquiers assoiffés de profit de Zurich, Francfort, New-York et Paris. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire à Varsovie annulerait immédiatement la dette impérialiste. Mais ce n'est pas notre rôle, en tant qu'avant-garde trotskyste luttant pour la révolution politique dans le bloc soviétique, de donner des conseils aux bureaucrates de Varsovie, qui ont ruiné l'économie polonaise, pour qu'ils se sortent du pétrin où ils se sont fourrés. Assurément, si les stalinien ne pouvaient plus faire face à leurs obligations, tous les travailleurs conscients devraient défendre la Pologne et l'URSS contre les repréailles des financiers rapaces et de leurs politiciens stipendiés.

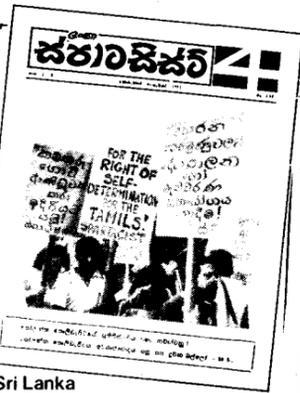
Pour le trotskysme en Pologne

Il était clair que Solidarnosc, encouragé par Radio Free Europe et le pape polonais, s'appretait à renverser le régime de Varsovie et à rompre avec l'Union soviétique. Comme nous l'avons souligné dans notre dernier numéro, Jaruzelski a attendu pour faire son

Salut à Spartacist Lanka

N°1-2 Novembre-Décembre 1981 (en cinghalais)

Spartacist League/Lanka
33 Canal Row Colombo 01 Sri Lanka



Collection complète des articles sur la Pologne du Bolchévik et de Spartacist édition française

« Halte à la contre-révolution de Solidarité ! »

8F — 10F port inclus
Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris cédex 10

Léopold Trepper 1904-1982

héroïque espion soviétique

Le 21 juin 1941, plus de 150 divisions de la Wehrmacht hitlérienne envahissaient l'URSS. Lançant une attaque surprise sur un front qui s'étendait de la Baltique à la mer Noire, les panzers s'enfoncèrent rapidement à des centaines de kilomètres à l'intérieur des terres soviétiques. Les troupes russes, entièrement prises au dépourvu, refluèrent dans une déroute totale.

Le réseau d'espionnage soviétique qui fonctionnait dans l'Europe occidentale sous la botte nazie, et qui allait devenir célèbre sous le nom d'"Orchestre rouge", avait depuis des mois fourni à Moscou des informations détaillées sur l'attaque imminente, y compris le plan de bataille proposé. Un autre espion soviétique, Richard Sorge, à Tokyo, avait obtenu lui aussi la date exacte de l'invasion et le nombre précis de divisions engagées. Mais ces rapports étaient, de façon routinière, frappés du tampon "agent double" ou "source britannique".

A la place, Staline plaçait sa confiance dans le pacte Molotov-Ribbentrop signé avec les nazis en 1939. Le peuple soviétique a chèrement payé, au prix de millions de morts, cette négligence criminelle dans la défense de l'URSS. Ce fut le prix de la confiance du Kremlin dans la réalisation d'accords avec les impérialistes au lieu de la mobilisation du prolétariat mondial pour renverser ses exploités.

L'histoire de Léopold Trepper, le "grand chef" de l'Orchestre rouge, mort ce 19 janvier à Jérusalem, fournit des aperçus révélateurs sur la tragédie d'une génération de communistes pris dans les mailles du filet contre-révolutionnaire de Staline.

Trepper, né en Galicie polonaise, adhéra au groupe de jeunesse sioniste de gauche Hachomer Hatzair après la Première Guerre mondiale, prit part à l'insurrection ouvrière de Cracovie en 1923, fut mis sur la liste noire par la dictature de Pilsudski, et décida de s'enfuir en Palestine. Là, il rejoignit le jeune parti communiste de Palestine et promut le mouvement Ichoud ("Unité") de travailleurs juifs et arabes. Menant pendant plusieurs années une existence clandestine, il fut finalement, après plusieurs arrestations, déporté en France.

Trois ans plus tard, en 1932, il décida de quitter la France quand son ami d'enfance Alter Strom fut arrêté comme membre du réseau "Fantomas", réseau d'espionnage soviétique. Il se rendit en Union soviétique, où il finit par être pris en considération par le service du renseignement militaire sur recommandation de Strom.

Qui étaient les espions soviétiques ?

Pour la mentalité bourgeoise, qui voit dans tous les espions des casse-cou et des bons vivants, animés purement de préoccupations personnelles telles que l'argent et l'aventure, le réseau de renseignement soviétique constitue un sujet impénétrable. Ils peuvent s'en émerveiller — comme Hitler qui déclarait en 1942 que "les bolchéviks sont nos maîtres dans un domaine, celui d'espionnage" —, mais ils ne peuvent ni le comprendre, ni l'imiter. Alors que tous les réseaux soviétiques s'appuyaient sur des sources traditionnelles — des individus mécontents de la classe dominante et ayant accès à des secrets vitaux, on trouvait à leur cœur des militants révolutionnaires de longue date, gagnés à la cause communiste à l'époque de Lénine et Trotsky.

Les successeurs de la Tch.K. (commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution et le sabotage, mieux connue sous le nom de Tcheka) — le GPU — sont en effet devenus à partir du milieu des années 1920 un bras de la terreur stalinienne. Mais beaucoup de ses éléments les plus honorables cherchèrent refuge dans l'appareil du Comintern et la quatrième section de l'Armée rouge. Là, ils essayèrent d'échapper à la politique en s'enterrant dans un travail technique, apaisant leur conscience avec l'idée qu'au moins ils aidaient à la défense de l'URSS contre l'impérialisme.

Trepper écrivit dans ses mémoires :

"Par-delà notre désarroi et nos angoisses, la défense de l'Union soviétique s'imposait, bien qu'elle eût cessé d'être la patrie du socialisme que nous voulions. (...) en combattant, loin de Moscou, au premier rang de la lutte antinazie, je pouvais continuer d'être ce que j'avais toujours été : un militant révolutionnaire."

— Le Grand jeu

Autant Trepper que Sorge, et de nombreux autres moins illustres dans l'appareil militaire du renseigne-

ment étaient accablés par la politique traître de Staline et la sanglante liquidation des vestiges du parti bolchévique de Lénine. Trotsky a écrit à leur sujet : "Les gens ne cessent de croire en un miracle qui remettra un beau matin la politique de la clique dominante sur l'ancienne voie — et, dans cet espoir, ils continuent de peiner." Seul Ignace Reiss (Poretzky), assassiné six semaines après sa déclaration en faveur de la Quatrième Internationale en 1937 a eu la force d'esprit suffisante pour rejoindre le trotskysme.

Mais en dépit de tout, les Trepper accomplirent un brillant travail, risquant héroïquement leur vie pour défendre l'URSS. Entre 1940 et 1943, l'Orchestre rouge envoya environ 1500 dépêches — des renseignements de la plus haute valeur pour l'Armée rouge sur les armes et le matériel de guerre allemands jusqu'aux plans les plus secrets du haut commandement allemand. Quand le réseau fut démantelé, de nombreux compagnons de Trepper trouvèrent une fin héroïque, soumis à la torture.

Trepper lui-même fut finalement pris à Paris en novembre 1942. Les Allemands espéraient utiliser Trepper et ses opérateurs radio capturés dans un grand *Funkspiel* (jeu de radio) avec Moscou, fournissant le Centre de fausses informations sur des rumeurs de paix séparée. Trepper accepta de marcher, voyant dans ce jeu risqué la seule chance de glisser un avertissement à Moscou sur la situation réelle. Quelques mois auparavant le *Funkspiel* avait déjà débuté, et le Centre acceptait les faux messages comme valides malgré les avertissements de Trepper que les opérateurs avaient été arrêtés. Il s'arrangea pour faire passer clandestinement un message dé-taillant toute l'affaire, et dix mois plus tard il s'échappa.

A la fin de la guerre, Trepper fut rapatrié en avion à Moscou et se retrouva aussitôt emprisonné à la Loubianka. Ce n'était pas seulement qu'il en savait trop sur la façon dont Staline avait failli saborder la défense de l'URSS. Ceux qui l'interrogèrent étaient très explicites : son "crime" tenait au fait qu'il avait été dans le passé associé à Toukhatchevski, Berzine et les autres généraux soviétiques assassinés par Staline. Après près de 10 ans, il fut relâché et il rentra chez lui en Pologne — pour en être chassé par une campagne d'antisémitisme déguisé en "antisionisme".

La «Fraction Reiss»

Dans sa courageuse rupture avec la bureaucratie, Reiss figure comme une exception comparé à ceux qui, comme Trepper, tentaient d'échapper à la question politique, essentielle, du stalinisme. Comme le soulignait si nettement le sabotage par Staline de la défense soviétique, qui rendit possible les succès initiaux de l'invasion allemande de juin 1941, la vraie défense de l'Union soviétique consistait en une lutte sans répit pour chasser la clique parasitaire qui a usurpé le pouvoir.

Mais dans son dilemme, sa lutte intérieure, Reiss était représentatif d'une catégorie plus importante. Trotsky écrivit : "Nous pouvons estimer avec certitude que dans les rangs de la bureaucratie bon nombre de gens ressentent les choses comme le faisait Reiss."



Ignace Reiss



Léopold Trepper

Ils ont du mépris pour leur milieu. Ils haïssent Staline. Et simultanément ils continuent sans interruption leur tâche ("Une tragique leçon", septembre 1937 [traduit par nos soins]).

Dans le *Programme de transition* Trotsky développe ceci à un niveau général, notant qu'en plus de l'aile droite, contre-révolutionnaire jusqu'au bout et potentiellement fasciste de la bureaucratie (la "fraction Boutenko"), se trouvait aussi une aile gauche (la "fraction Reiss") qui romprait avec la bureaucratie sous l'impact de puissantes luttes sociales. Trotsky postula l'existence de cette fraction essentiellement sur des bases théoriques. Mais cette compréhension armait les trotskystes ; aussi, quand les travailleurs se soulevèrent contre la domination bureaucratique, comme en Hongrie en 1956 et en Pologne en 1970, ce ne fut pas une surprise de voir d'importantes parties de l'appareil d'Etat et du parti communiste se désintégrer purement et simplement, beaucoup rejoignant le camp des travailleurs, y compris des représentants haut placés de l'Etat (par exemple le colonel Pal Maleter en Hongrie).

L'existence même d'une telle couche, au cœur de l'appareil d'Etat soviétique, ne réfute pas seulement les divagations bourgeoises sur le stalinisme comme résultat nécessaire du léninisme. Elle contredit aussi clairement les affirmations social-démocrates que l'URSS est "capitaliste d'Etat". Car il ne peut exister dans aucune société capitaliste une couche entière de l'appareil d'Etat qui soit prête à passer du côté des travailleurs. L'existence de cette "fraction Reiss" est le résultat de la nature essentiellement "conservatrice" (au meilleur sens du mot) de ces organismes... et du fait qu'il subsiste quelque chose des conquêtes d'Octobre à préserver.

Les espions soviétiques et la terreur stalinienne

Bien que l'appareil du renseignement soviétique ait combattu avec succès ses pendants impérialistes, de l'Abwehr nazie à la CIA, son travail ne s'est pas du tout limité à cela. Les contradictions internes pouvaient être notées, par exemple dans le conflit entre la quatrième section et le GPU. Ainsi, loin de contribuer à la cause de la révolution prolétarienne, les activités de nombreux agents soviétiques ont consisté à imposer la politique contre-révolutionnaire du Kremlin au mouvement ouvrier à l'échelle internationale. Là où ils ont rencontré une résistance, les GPU/NKVD/KGB ont eu recours à la dislocation des mouvements communistes antistaliniens par les provocations et la violence physique. Au milieu et à la fin des années 1930, les opérations à l'étranger du NKVD se concentraient sur l'usage de ces méthodes de gangsters contre les trotskystes et ceux qu'on pouvait leur amalgamer, culminant dans l'assassinat de Trotsky en août 1940 par Mercader, un agent du NKVD.

Contrastant avec des militants révolutionnaires dévoués du type de Reiss, Sorge et Trepper, les Mercader étaient des tueurs à gages d'un cynisme consommé. Que les organes de sécurité de l'Etat soviétique en soient venus à s'en remettre à de tels robots meurtriers, à une racaille sordide qui aurait pu servir d'agents provocateurs pour n'importe quelle police secrète capitaliste, est une condamnation de la dégénérescence stalinienne de la Révolution russe.

Mais comment se peut-il qu'au sein d'un seul et même appareil de gouvernement, au cœur même des organismes militaires et de sécurité du pouvoir d'Etat, il puisse y avoir de tels ennemis mortels : les Joukov et les Toukhatchevski, les Mercader et

Suite page 10

Les fruits amers du « socialisme dans un seul pays »

A sa fondation le Parti communiste français faisait sien le principe léniniste "l'ennemi principal est dans notre propre pays", et dans ses luttes contre l'occupation de la Ruhr (1923) et la guerre du Rif (1925-26) il mettait ce mot d'ordre en pratique. Même pendant la "troisième période", quand il suivait une politique de sectarisme criminel, voyant dans la social-démocratie et non dans les fascistes l'ennemi principal, il continuait à dénoncer l'impérialisme français.

Bien qu'il ait réaffirmé son allégeance à la politique désastreuse de Staline en refusant de reconnaître la défaite subie en Allemagne en 1933, le PCF se trouva en plein désarroi au moment du rapprochement entre l'URSS et l'impérialisme français. Après la signature du pacte Staline-Laval le 2 mai 1935, fut publié le 12 mai un communiqué commun: "M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France." Rompant avec sa longue tradition antimilitariste, le PCF se rallia alors à la "défense nationale". En conséquence, par exemple, il s'abstint sur le vote des crédits de guerre en mars 1936. Dès lors, il se trouve déchiré entre sa loyauté envers la bureaucratie soviétique et sa politique réformiste de gestion de l'Etat bourgeois. L'eurocommunisme propose de résoudre cette contradiction en jurant une loyauté sans partage à la bour-

geoisie. Les citations suivantes illustrent le processus de capitulation du PCF devant sa bourgeoisie.

"Les calomnies de la social-démocratie, refutées insuffisamment et tardivement, troublent nos propres adhérents, et parfois même des dirigeants. Des organisations de base ont prié de démentir les bruits d'alliance militaire franco-soviétique. Il y eut des protestations lors de l'accueil faite à Herriot et à Cot, lors de leur récent voyage en URSS. Des camarades ne surent pas expliquer la nature des relations entre la France impérialiste et l'Union soviétique. Ils entretiennent l'illusion sur les intentions pacifiques de la France."

— Maurice Thorez, oct. 1933
(Oeuvres, livre II, tome 5, p. 172).

"Que notre camarade Staline, sollicité par Laval (...) ait déclaré qu'il approuvait les mesures militaires prises en France, quoi de plus naturel? Aurait-on voulu qu'il fit une déclaration les désapprouvant? Ce n'est pas sérieux. Ce qui est capital, c'est que l'entrevue ait abouti à des résultats concrets pour la défense de la politique de l'URSS."

— L'Humanité, 17 mai 1935

"On peut s'étonner que l'on décide de diffuser dans tout le pays un tract contre les deux ans (...) Qui peut songer sérieusement aujourd'hui à réduire même dans la plus petite mesure les forces armées de la République."

— L'avant-garde (Jeunesse communiste), 5 sept. 1936

Trepper...

Suite de la page 9

les Reiss—les geôliers et ceux qui demain seront leurs prisonniers, les assassins et leurs futures victimes, travaillant tous loyalement dans l'intérêt du Kremlin? La réponse se trouve dans le caractère fondamentalement contradictoire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

La prise du pouvoir politique par Staline marquait l'imposition de la domination impitoyable d'une caste parasitaire qui avait échappé au contrôle de la classe ouvrière. Cette bureaucratie cherchait avant tout à défendre ses propres privilèges. Cela l'obligeait parfois à résister aux empiètements, voire aux attaques directes, de l'un des camps impérialistes comme lors de la Deuxième Guerre mondiale. Puis la clique stalinienne régnante était contrainte de défendre — quoique de façon partielle et déformée — le fondement de la propriété prolétarienne sur lequel repose son pouvoir. C'est à cause de cette facette de la bureaucratie que des officiers soviétiques de renseignement dévoués ont pu accomplir leur travail extraordinaire contre les impérialismes de l'Axe.

Mais le Kremlin a aussi une autre facette, celle des juges d'instructions qui exigent des "aveux", et du garde de camp qui exécute des membres emprisonnés de l'Opposition pendant qu'ils chantent l'Internationale et s'engagent à défendre l'URSS contre les attaques impérialistes. Au service de la contre-révolution, ce gangstérisme contre les oppositionnels communistes s'est étendu à tous les niveaux du mouvement stalinien. Ainsi Trepper a-t-il eu pour mission de casser des meetings trotskystes à Paris au début des années 1930, et la veuve de Reiss rapporte qu'il reçut l'ordre d'orienter ses activités vers la répression d'une "cinquième colonne trotskyste" en Espagne en 1937.

Dans le Grand jeu Trepper écrit: "Aujourd'hui, les trotskystes ont le droit d'accuser ceux qui jadis hurlèrent à la mort avec les loups. Qu'ils n'oublient pas toutefois qu'ils possédaient sur nous l'avantage immense d'avoir un système politique cohérent, susceptible de remplacer le stalinisme, et auquel ils pouvaient se raccrocher dans la détresse profonde de la Révolution trahie. Eux n'avaient pas car ils savaient que leurs aveux ne servaient ni le parti ni le socialisme." Mais s'il reconnaît l'alternative au stalinisme que représente le trotskysme, Trepper, avec sa conception ("J'appartiens à une génération sacrifiée par l'histoire"), ne peut voir autrement les trotskystes que comme tragiques: "A l'époque des grandes purges, ils ne pouvaient plus crier leur révolte que dans les immensités glacées où on les avait entraînés pour mieux les exterminer. Dans les camps, leur conduite fut digne et même exemplaire. Mais leur voix se perdit dans la toundra."

Ce n'est pas que la toundra qui écoutait. Une nouvelle génération de trotskystes viendra; elle se forge en apprenant les leçons que ces révolutionnaires courageux ont défendues au prix de leur vie. Mais quand la classe ouvrière se lèvera pour expulser la bureaucratie, elle se rappellera le travail vital accompli pas les héroïques espions soviétiques, les membres de l'Orchestre rouge et leurs camarades. Et elle n'oubliera pas l'infamie des Mercader et de leurs maîtres. A chacun son dû.

— adapté de Workers Vanguard n° 165 et n° 166

PCF...

Suite de la page 12

tionaux tandis que chaque parti communiste poursuit sur son terrain national sa politique de collaboration de classes.

On trouve dans son livre *Vers quels lendemains?* (1979) cette étonnante déclaration: "La dissolution de l'Internationale communiste ouvrit la voie à de nouveaux rapports, de qualité supérieure [?] entre les partis communistes." N'attendez aucune condamnation sans appel du "compromis historique" du PCI devant le Vatican ou de la servilité du PCE devant Juan Carlos; Vermeersch, complètement empoisonnée par le réformisme national, ne peut polémiquer contre Berlinguer et Carrillo que sur la base qu'"en France la distribution des forces politiques est tout à fait différente de celles d'Italie ou d'Espagne". Pas étonnant qu'elle veuille en France un front populaire où Mitterrand sera "rappelé à la pudeur". "Vers quels lendemains?" En effet!

Il y a ensuite les brejnevien "de gauche" du *Communiste* qui pensent que la lettre envoyée le 17 novembre dernier par Vermeersch à la direction fait partie "des textes qui ne contribuent pas au combat anti-opportuniste" (*Le Communiste*, décembre 1981). "Une déclaration qui vient de loin", déclarent-ils, dénonçant la collaboration de classes du PCF depuis les années 30 et même la "déviation d'opportunisme stalinien".

Qu'on ne s'y trompe pas. *Le Communiste* critique la collaboration des partis communistes, après la guerre, à la restabilisation du capitalisme, sans même offrir d'explication marxiste, matérialiste, de ces trahisons. Dans le numéro de janvier nous lisons que les impérialistes "cherchaient un moyen de contenir ce qui allait dans le sens d'une extension de la révolution", et concluent que "tel est le Yalta de l'histoire: le produit d'un rapport de forces". Dans le même numéro ils expliquent que la dissolution du Comintern en 1943 fut une "erreur stratégique".

Et quel a été le rôle de la bureaucratie stalinienne dans la création de ce "rapport de forces"? N'était-ce pas cette bureaucratie qui, alors qu'elle se défendait militairement contre l'invasion hitlérienne qui menaçait de détruire la propriété collectivisée qui est la base de ses privilèges, était hostile à "une extension de la révolution" en dehors de ses propres frontières nationales? La dissolution du Comintern fut-elle une "erreur" ou un acte criminel destiné à rassurer les partenaires impérialistes de Staline, le prélude des conférences de Téhéran et de Yalta, l'acte final de la subordination de l'Internationale aux manoeuvres diplomatiques de la bureaucratie? *Le Communiste* ne veut pas — et ne peut pas — dire la vérité: la préservation des privilèges bureaucratiques codifiés dans la notion du "socialisme dans un seul pays" est contre-révolutionnaire.

Ce n'est pas une question de sémantique. En Pologne *Le Communiste* veut "reconstruire" un parti communiste. Sur quelle base? Avec les mêmes anciens bureaucrates? Avec quel programme? Certainement pas sur la base de la révolution politique et de la restauration de la démocratie soviétique: *Le Communiste* croit que le mécontentement massif des travailleurs polonais est dû aux "agents im-

périalistes"; apparemment leur solution est simplement l'extension du mur de Berlin jusqu'à la mer Noire.

Aux racines du révisionnisme

La lutte entre trotskysme et stalinisme est à notre époque ce qu'était (et est encore) en son temps celle entre léninisme et révisionnisme. Si nous prenons le problème à ses racines de classe, nous pouvons comprendre pourquoi seul le trotskysme rend ce débat actuel. Lénine développa la théorie du révisionnisme et de ses racines de classe à une époque où le prolétariat n'était pas au pouvoir. La couche supérieure du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, les bureaucrates syndicaux et les fonctionnaires politiques en vinrent à faire un marché avec la bourgeoisie aux dépens de la majorité de la classe. Bien qu'elle fasse partie du prolétariat, cette couche, en marchandant pour son compte, collaborait avec la bourgeoisie et trahissait la révolution.

Léninisme élémentaire? On ne le voyait pas comme ça à l'époque. Il y avait beaucoup de militants qui s'opposaient à la guerre mais pensaient toujours que l'août 1914 de la social-démocratie (quand les partis de la Deuxième Internationale se sont ralliés à leur propre impérialisme respectif) était simplement une "erreur stratégique". Il paraît raisonnable qu'une élaboration, un développement de la théorie de Lénine soit devenu nécessaire à partir du moment où s'est consolidée la bureaucratie en tant que caste privilégiée dans un pays où le prolétariat avait pris le pouvoir. On assiste à la collaboration internationale avec la bourgeoisie au bénéfice d'une couche privilégiée, aux dépens de la majorité du prolétariat et à une échelle mondiale. La principale cause historique de la dégénérescence du régime soviétique fut l'arriération de la Russie et la pénurie généralisée ainsi que l'encerclement par le capitalisme hostile. La révolution internationale, qui libèrera les forces productives à l'échelle mondiale, va à l'encontre des intérêts de la bureaucratie, car elle éliminerait la base sur laquelle celle-ci repose.

Selon Staline seule l'intervention des pays capitalistes peut empêcher la construction du socialisme dans un seul pays. Il avança la thèse de la "neutralisation de la bourgeoisie mondiale". Le mouvement prolétarien international se voyait transformé en garde-frontière du "camp socialiste". L'Internationale communiste dégénéra en groupe de pression sur la bourgeoisie mondiale et 10 ans après finit par être dissoute afin de donner à la bourgeoisie des assurances concrètes que la bureaucratie n'avait aucun plan pour la renverser.

En 1928 Trotsky avait déjà prévu le développement de l'"eurocommunisme": si on peut réaliser le "socialisme dans un seul pays", alors on peut croire à cette théorie non seulement après mais avant la prise du pouvoir:

"Le parti communiste de n'importe quel Etat capitaliste, convaincu que son pays possède tous les fondements 'nécessaires et suffisants' pour construire seul 'la société socialiste intégrale', ne se distinguera plus, au fond, de la social-démocratie révolutionnaire, qui, elle non plus, n'a pas commencé avec Noske, mais qui a définitivement sombré sur cet écueil le 4 août 1914."

— L'Internationale communiste après Lénine

C'est ainsi que les partis communistes en arrièrent à défendre l'"héritage national" bourgeois, non seulement à cause de leur soutien aux manoeuvres diplomatiques de la bureaucratie soviétique (voir dans cet article l'encadré sur l'acceptation de la "défense nationale" par le PCF), mais aussi à cause du "socialisme dans un seul pays". La loyauté à l'Etat ouvrier dégénéré soviétique demeure cependant (sauf dans les circonstances les plus exceptionnelles) incompatible avec l'appétit réformiste fondamental à gérer l'Etat capitaliste. Pour qu'un parti réformiste soit autorisé à gérer l'appareil d'Etat, il doit faire la preuve d'une loyauté sans faille ni ambiguïté envers les intérêts de son Etat bourgeois national. Cette preuve, les partis staliens, malgré leur programme complètement réformiste, ne pouvaient l'apporter. L'eurocommunisme résout ce dilemme en dénonçant l'URSS et en accordant son soutien à la guerre froide impérialiste. Mais c'est le stalinisme lui-même qui a semé les germes de cette trahison. Si les PC sont restés si longtemps loyaux à Moscou, ce n'est pas tant à cause des souvenirs lointains que les travailleurs gardent de la Révolution d'Octobre ou de l'expérience de la résistance antifasciste, mais à cause de leur isolement forcé du fait de la guerre froide. Il leur manquait simplement l'occasion de tout brader jusqu'au bout.

Le cycle des fronts populaires

Le PCF est perdu pour la révolution depuis 1933, date où le Parti communiste allemand permit à Hitler d'arriver au pouvoir sans une véritable contre-mobilisation de la puissante classe ouvrière allemande, et où toutes les sections du Comintern approuvèrent pleinement la politique du Parti communiste allemand. Si le PCF se fait virer du gouverne-

ment, ça n'y changera rien. Les militants dégoûtés par l'antisoviétisme et les cassages de grèves de Marchais, et qui pensent que tout changerait si le PCF se retrouvait dans l'opposition devraient y réfléchir à deux fois: si leur perspective reste celle du front populaire et non de la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, ils iront dans l'opposition... afin de préparer encore une nouvelle période de collaboration de classes, où la pression pour rompre avec l'Union soviétique réapparaîtra!

La loyauté du PCF envers Moscou est comme une peau de chagrin. Après chaque période de front populaire, il a de plus en plus de mal à quitter la chaleur des ministères pour affronter la froidure du "ghetto" à cause de la question russe. C'est là le sens de la fameuse interview de Thorez au *Times* que l'on cite souvent comme le péché originel de l'eurocommunisme. Alors que la guerre froide s'échauffait, le PCF continuait à réaffirmer son soutien à tous les alliés de la "grande coalition anti-hitlérienne".

Ni la proclamation de la doctrine Truman ni l'escalade de la guerre en Indochine ne purent les pousser hors du front populaire. En septembre 1945, le PCF avait voté un budget militaire où figuraient 100 milliards de francs pour les forces expéditionnaires en Indochine. En décembre 1946, un mois après le bombardement d'Haiphong, il votait pour l'envoi de félicitations au général Leclerc et à son armée. Et en mars 1947, les députés du PCF s'abstinrent lors du vote du budget militaire alors que ses ministres votaient pour, au nom de la "solidarité gouvernementale". (Ca ne vous rappelle rien? Rien de vraiment nouveau dans les acrobaties de Fiterman à propos de la Pologne.)

Ca n'empêcha pas les ministres du PCF de se faire sortir en mai 1947. Le parti dénonça-t-il alors le front populaire de la guerre froide et de l'austérité? Non! "Hors du gouvernement, nous sommes toujours un parti de gouvernement", déclarait *France Nouvelle* (17 mai 1947). "Nous sommes momentanément en dehors du gouvernement", disait Duclos, ajoutant que "les gens qui parlent de grève générale sont des imbéciles" (*L'Humanité*, 8 mai 1947).

Et le plan Marshall? Le PCF, au début, ne le dénonça pas non plus. Thorez intervint quand *L'Humanité* reproduisit sa déclaration où il qualifiait le plan Marshall de "piège occidental". Le lendemain (26 juin 1947), *L'Humanité* expliqua: "Nous sentons trop notre responsabilité pour faire quoi que ce soit qui puisse gêner l'entente nécessaire entre alliés." Les Soviétiques non plus n'avaient bien sûr pas encore pris de décision — à cette époque Molotov était à Paris et envisageait un accord avec les impérialistes.

Jusqu'en septembre Thorez fredonnait l'air du "parti de gouvernement". Il fut alors rappelé à l'ordre par le Cominform. Confronté en fait à une explosion de combativité ouvrière (que le parti avait étouffée pendant trois ans), le PCF cessa de serrer les freins. Et que proposait-il en guise de programme devant ces puissantes grèves? Une augmentation de salaires de 25%. Benoit Frachon expliqua que "jamais la CGT n'a lancé le mot d'ordre de grève générale" (*L'Humanité* 7 décembre 1947). Et c'est vrai.

Entre-temps le PCF avait pris soin de publier une "autocritique" comme quoi le parti n'avait pas compris la situation internationale. Son objectif avec les grèves de fin 1947 (et avec toutes les actions "combatives" menées pendant la guerre froide) était clair: non pas mener de véritables luttes anti-impérialistes, mais "punir" la bourgeoisie française pour son penchant proaméricain. Pendant les dix années suivantes l'activité réelle du PCF fut (ainsi que celle des gaulistes) de "sauver la France des vilains impérialistes allemands et américains" — et ce, à l'apogée de la guerre d'Indochine! Les actions menées par le parti contre cette guerre étaient loin d'arriver à la taille

Le PCF à la «Libération» sous le double signe de Staline et de de Gaulle



Roger Schall

de celles menées en 1925-26 contre la guerre du Rif. Naturellement le PCF était trop occupé à faire signer des pétitions pour l'interdiction de toutes les armes nucléaires (en pleine guerre de Corée!) et de mener, avec le concours de réactionnaires comme Daladier, une campagne de chauvinisme "anti-Boche" dont le point culminant fut le révoltant spectacle d'une manifestation sur la tombe de Clémenceau en novembre 1952. En tout état de cause, le "front national" envisagé à cette époque était à la droite d'un front populaire ordinaire.

N'ayant jamais modifié leurs perspectives fondamentalement réformistes pendant toute la guerre froide, les bureaucrates du PCF se jetèrent sur la possibilité offerte de former un nouveau front populaire en 1956 en votant en mars les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, sachant très bien qu'ils allaient être utilisés contre le peuple algérien. La longue marche vers l'union de la gauche avait commencé. Le "retard historique depuis 1956" c'est qu'en 1956 ils soutenaient par leur vote pour Mollet la guerre impérialiste contre le peuple algérien et qu'aujourd'hui ils soutiennent par leur participation au gouvernement antisoviétique de Mitterrand les préparatifs de guerre impérialiste contre l'URSS. L'équation isolément dans le "ghetto" égale combativité prolétarienne est un mythe des staliniens de gauche.

Des militants du PCF doivent aussi se demander ce que leur parti a précisément fait après la rupture de l'union de la gauche, pendant son intermède d'"union à la base". Rejetant la responsabilité de la crise de la sidérurgie sur le capital allemand, il a objectivement fait bloc avec le RPR sur la base de l'"antibochisme". (Le 22 janvier 1979, le RPR allait "se recueillir" à Verdun. Le 26, dans la même région — à Longlaville —, le PCF se rassemblait devant le monument aux morts!) Ce chauvinisme écoeurant n'a pas seulement empêché une lutte commune avec les travailleurs belges, luxembourgeois (frappés eux aussi par les licenciements massifs) et allemands (alors en grève pour la semaine de 35 heures), il a aussi désarmé les travailleurs devant l'argument de la bourgeoisie que des grèves auraient affaibli la "production nationale".

Les bureaucrates ont canalisé la combativité des travailleurs lorrains dans des "opérations coups de poing". La marche sur Paris de mars 1979, qui aurait pu représenter le début d'une riposte de masse contre l'austérité de Giscard/Barre, a été en fait limitée aux ouvriers de province par le refus d'appeler à une grève dans la région parisienne. (La CGT a appelé à deux heures de débrayage à Renault-Billancourt.) Bien sûr, les sociaux-démocrates aussi ont été responsables de cette trahison, mais le PCF les a critiqués pour être des traîtres à... l'"intérêt national". La leçon est claire: le social-patriotisme réformiste du PCF est une recette pour les défaites, dans ou hors du front populaire.

Les militants du PCF se contenteront-ils de quelques incantations prosoviétiques, ou veulent-ils un programme véritablement révolutionnaire? Seule cette dernière alternative offre une perspective, l'autre n'ayant rien à voir avec la défense de l'Union soviétique. Après avoir accepté le front populaire, le PCF a définitivement répudié le "marxisme-léninisme" et la "dictature du prolétariat": le prononciamiento télévisé de Marchais en 1976 n'a fait que mettre la rhétorique en accord avec la réalité. *Le Communiste* de janvier proclame:

"Si au moment du Front populaire, le PCF avait remplacé dans les faits la voie révolutionnaire pour la conquête du pouvoir par celle de la collaboration avec la SFIO et le Parti radical, après la Libération, il alla encore plus avant dans l'opportunisme en rejetant définitivement la voie révolutionnaire pour adopter les voies pacifiques, en novembre 1946."

Soutenir la "défense nationale" en 1935, briser la grève générale de 1936, jouer le rôle de contremaître dans la reconstruction du capitalisme après la guerre — rien de cela ne serait important, mais par contre quand Thorez commence à parler des "voies nationales vers le socialisme", alors là tout serait terminé! Malgré toute leur rhétorique, les "anti-opportunismes" finissent par servir de couverture de gauche à des crapules staliniennes comme Vermeersch qui ont trahi pendant des dizaines d'années, mais qui ont préservé leur allégeance envers Brejnev.

S'accrocher à la bureaucratie soviétique, à la détente, au socialisme dans un seul pays et au front populaire, voilà une recette de défaite et de démoralisation. Opposer la "défense" du statu-quo bureaucratique au prolétariat international signifie au bout du compte être cynique quant aux capacités révolutionnaires de la classe ouvrière. Et l'histoire est pleine de ceux qui, ayant confondu le "socialisme" avec le règne des Jaruzelski et des Brejnev, finissent par rejeter ce "socialisme réel", quand ils ne peuvent plus avaler les crimes contre-révolutionnaires des bureaucrates, pour rejoindre le camp de la contre-révolution.

"Nous, trotskystes, défendons l'Union soviétique." Nous l'avons dit en juin 1981 quand, rampant devant la campagne antisoviétique de Mitterrand, le PCF a signé l'accord avec les sociaux-démocrates. Nous l'avons dit en 1923, à la naissance de l'Opposition de gauche, et nous continuons à le dire, malgré tous les crimes et toutes les calomnies des staliniens. Nous savons ce que nous défendons: les formes de propriété prolétariennes de l'Etat ouvrier soviétique; et nous savons contre quoi nous nous battons: la bureaucratie parasitaire qui met en danger les acquis d'Octobre par ses intrigues avec l'impérialisme. C'est pourquoi nous avançons le seul programme qui puisse défendre réellement l'Union soviétique — pas la terreur policière d'Etat, pas les illusions dans la détente, mais la révolution prolétarienne internationale!

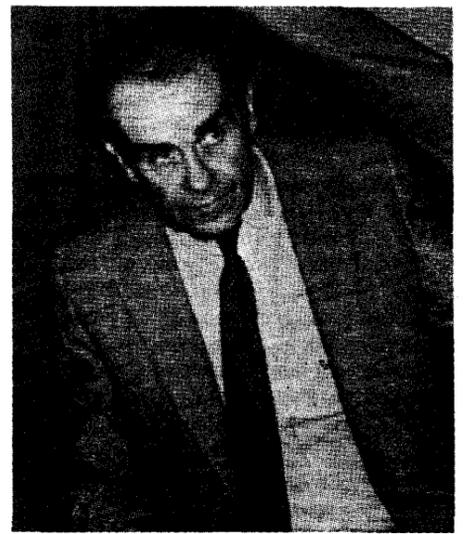
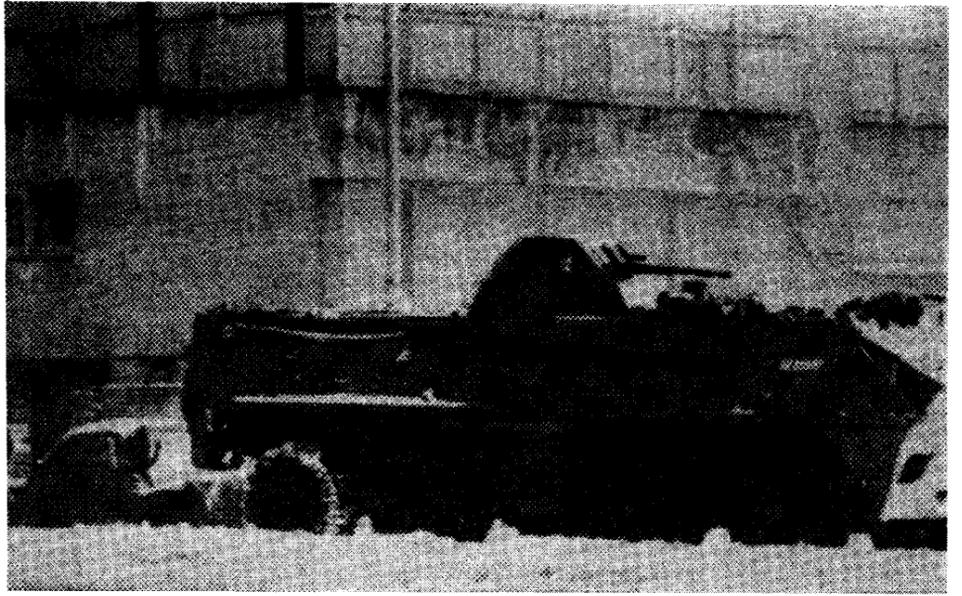


Sipa

Marchais sur la voie de Berlinguer et Carrillo?

Face à la campagne antisoviétique

Le PCF malade de la Pologne



28 janvier — A la veille de son XXIV^e congrès, un spectre hante le PCF: celui de la guerre froide et de sa possible éviction du gouvernement Mitterrand. Le PCF risque d'être mis en quarantaine politique par la croisade antisoviétique des sociaux-démocrates — un retour au ghetto des années 50 —, et cette fois-ci le parti n'est plus le modèle de monolithisme stalinien qu'il était sous Thorez. La campagne anticommuniste a renforcé une bruyante aile eurocommuniste qui prône la liquidation complète dans la social-démocratie.

Les bureaucrates du parti ont préféré lancer un pseudo-débat autour du soi-disant "retard historique" pris par le PCF depuis 1956. Marchais et la direction "eurostalinienne" se démènent comme des fous, essayant désespérément de s'attirer les bonnes grâces de la bourgeoisie et/ou d'esquiver les attaques anticommunistes, mettant un jour au rebut un verbiage périmé ("la dictature du prolétariat"), flattant le lendemain le pire chauvinisme pour prouver qu'ils sont de loyaux Français (Vitry) ou endossant un "pacifisme" antisoviétique ("Ni Pershing, ni SS-20").

Mais la direction du PCF, par instinct de conservation bureaucratique, renâcle à condamner ouvertement l'Union soviétique de peur de se faire avaler par la social-démocratie. Elle a sous les yeux l'exemple du PC espagnol, en pleine désintégration après la formalisation de sa rupture avec le stalinisme en 1978, et depuis confronté à une agitation massive de sa base (voir dans ce numéro "Le PCE se disloque"). Marchais et Cie ont soutenu avec une gêne évidente le contre-coup de Jaruzelski contre la tentative de restauration capitaliste de Solidarnosc — au nom d'un compromis historique avec Monseigneur Glemp!

Pas étonnant que le PCF ne puisse permettre un vrai débat sur les vraies questions. Au beau milieu d'une nouvelle guerre froide, il participe avec enthousiasme au gouvernement du principal lieutenant européen de Reagan! Mais quand a-t-il jamais permis un vrai débat? (Quand Jeannette Thorez-Vermeersch, dans un récent document oppositionnel, se plaint du manque de démocratie dans le PCF, cela nous rappelle Staline accusant Tito de diriger un régime "turc", c'est-à-dire despotique!) Beaucoup de militants ont découvert qu'ils devaient aller voir à l'extérieur du parti — et acheter la presse de la LIF —, parce que nous sommes les seuls à poser sérieusement la question de comment défendre l'Union soviétique contre la course à la guerre impérialiste. Tout ce qu'on trouve dans *l'Humanité*, c'est un tas de platitudes et de boniments ridicules. Pourquoi? Les journalistes du parti doivent garder le silence sur ce qui s'est véritablement passé en Pologne parce qu'ils ne peuvent pas l'expliquer. Ils sont évidemment incapables de situer les origines de la crise polonaise dans la bureaucratie stalinienne.

Comme tous les militants le savent, le parti n'a aucune perspective et se contente d'attendre sans rien faire. L'activité du parti est réduite au minimum. Les consignes sont d'éviter de faire des vagues, car "ils s'en prendraient plein la gueule dès qu'ils bougeraient". Sur les faces les membres des jeunesse du PCF sont paralysés par la campagne de propagande anticommuniste et le gangstérisme des pseudo-trotskyistes sociaux-démocrates du PCI (ex-OCI), et sont incapables même de se défendre physiquement. Leur

frustration doit être intense et ils doivent se demander combien de temps encore ils vont devoir supporter ça.

Des militants espèrent même que le PCF se fera virer du gouvernement. Mais en réalité le fond du problème n'est pas la "solidarité gouvernementale". Dans le gouvernement ou non, le PCF est *désarmé* politiquement face aux assauts anticommunistes. Si l'on se place dans la perspective de Brejnev — à savoir mettre un trait d'égalité entre la bureaucratie soviétique et les formes de propriété prolétariennes de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique —, on est absolument incapable d'expliquer ce qui s'est passé en Pologne. Le fond du ridicule a été atteint par le parti-frère américain, dont le journal arborait le 15 décembre ce titre grotesque: "La Pologne a bien reçu l'appel à l'unité. La nation se remet au travail." Le parti américain est au fond une secte isolée, alors que le PCF est un parti de masse qui ne peut pas se permettre ce genre d'absurdités, mais les militants devraient se demander si la version de *l'Humanité* vaut vraiment mieux.

«Révisionnisme dans un seul pays»?

La détente est morte et enterrée; on voit poindre à l'horizon la perspective d'une guerre nucléaire antisoviétique; deux partis "communistes" de masse ont décidé qu'en URSS la Révolution d'Octobre était morte et on a évité de peu une tentative sérieuse de restauration du capitalisme en Pologne. N'est-il pas largement temps d'abandonner ces tentatives pathétiques d'expliquer tout cela en parlant d'"erreurs" et en désignant comme boucs émissaires des bureaucrates individuels comme Gierek?

Trois décennies de pouvoir stalinien et de gestion désastreuse ont pour le moment jeté la plus grande partie de la classe ouvrière polonaise, historiquement socialiste, dans les bras du Vatican et des impérialistes de l'OTAN. La Pologne a connu toutes les formes de stalinisme imaginables: le prossoviétisme orthodoxe de Biérut, le "communisme national" de Gomulka, la "technocratie" de Gierek et maintenant le bonapartisme militaro-nationaliste de Jaruzelski, et avec à chaque fois l'approbation du Kremlin. Et ça n'a été que de pis en pis. On ne peut pas expliquer les révoltes massives des travailleurs polonais — 1956, 1970, 1976 et août 1980 —, en en faisant le résultat des machinations d'une poignée d'"extrémistes".

L'idée de "réformer" le POUP est tout simplement grotesque — tant son incompetence et sa corruption sont manifestes. Certains militants du PCF le reconnaissent volontiers et étaient d'accord pour accepter la revendication trotskyste de révolution politique aussi longtemps que nous ne parlions que de la bureaucratie en Pologne. Pour eux, la bureaucratie stalinienne soviétique constitue le recours.

Oui, ce sont bien les bureaucrates polonais qui ont

cherché à se concilier les prêtres et les koulaks et hypothéqué l'économie planifiée auprès des banquiers. Mais l'explication du "révisionnisme dans un seul pays", qui laisse de côté les dirigeants de l'Union soviétique, est un peu courte. On ne peut pas condamner les Gomulka et les Gierek et ensuite plaider pour la "détente" qui, si jamais elle avait marché, aurait ouvert l'Union soviétique à cette même pénétration impérialiste. Pas plus qu'on ne peut passer sous silence le fait que c'est Staline lui-même qui a, à deux reprises, purgé, puis dissous, le Parti communiste polonais — pour "crime" de "trotskysme" — liquidant ainsi la majorité des cadres communistes dirigeants et privant la classe ouvrière polonaise de continuité historique. Le POUP de l'après-guerre recruta des sociaux-démocrates et des nationalistes, des carriéristes qui le rejoignirent non par conviction, mais poussés par le désir de jouer un rôle qu'ils ne peuvent voir autrement que comme un rôle de "colabos" d'un des ennemis historiques de leur pays.

Le problème que *l'Humanité* ne peut aborder c'est qu'il y a règne d'une bureaucratie privilégiée qui "défend" les rapports de propriété collectivisée (prolétarienne) en magouillant avec les impérialistes — en un mot, le stalinisme. Voilà le fil conducteur qui court le long des défaites du dernier demi-siècle: le front populaire, la désintégration de l'Internationale communiste en un ramassis de partis réformistes nationaux, les conflits fratricides entre les bureaucraties chauvines des divers Etats ouvriers, etc.

La demi-théorie éclectique du "révisionnisme dans un seul pays" n'en est pas moins un piège pour ceux qui se veulent révolutionnaires et qui cherchent à découvrir les racines de la misérable collaboration de classes du PCF et de sa marche zigzagante vers l'effondrement complet dans l'antisoviétisme. Les propositions qui s'opposent dans le PCF aux capitulations de Marchais ne rejettent que les plus grossières manifestations du "socialisme dans un seul pays" des staliniens et de sa conséquence, la dégénérescence social-patriotique des partis communistes.

La banqueroute de cette approche se manifeste avec le plus de netteté avec l'opposition, à l'intérieur du PCF, des staliniens nostalgiques menés par Jeannette Vermeersch. Il n'y a nulle trace d'"internationalisme prolétarien" chez cette bureaucrate déchuë, simplement le désir de maintenir une rhétorique prosoviétique, "marxiste-léniniste", rituellement et périodiquement réaffirmée lors des congrès interna-